

2020-2021

Master 1 – Etude sur le Genre

“Escuche Don Alvaro, creo que hasta las locas comienzan a hablar de política!” *

La participation politique des collectifs LGBT de Barcelone à
travers l'étude de leurs revues militantes (1972-1982)



DELCLOS COLL Noa

Sous la direction de
BARD Christine

Soutenu publiquement le :

06 septembre 2021



L'auteur du présent document vous autorise à le partager, reproduire, distribuer et communiquer selon les conditions suivantes :

- Vous devez le citer en l'attribuant de la manière indiquée par l'auteur (mais pas d'une manière qui suggérerait qu'il approuve votre utilisation de l'œuvre).
- Vous n'avez pas le droit d'utiliser ce document à des fins commerciales.
- Vous n'avez pas le droit de le modifier, de le transformer ou de l'adapter.

Consulter la licence creative commons complète en français :

<http://creativecommons.org/licences/by-nc-nd/2.0/fr/>

*“Ecoutez Don Alvaro, je crois que même les folles se mettent à parler politique” - Gorria,
“Las mariconas se rebelan”, *AGHOIS*, 17, septembre-octobre 1973

Remerciements

Mes remerciements vont à Madame Christine Bard, ma directrice de mémoire, pour m'avoir accompagné dans cette tumultueuse aventure.

Je remercie également mes camarades de promotion, pour leur soutien tout au long de cette année universitaire.

Enfin, merci à Léa, Sdraga et Edith pour leurs relectures.

“El teléfono rojo de la oligarquía ha sonado. Están acojonados porqué el rollo de Patxi se les acaba, después de tantos años de sustanciosos dividendos. El revuelo de los curas era más o menos previsible, precisamente por la misma imprevisibilidad de los curas... Pero las maricas! Ellos siempre tan dóciles, tan sumisos, tan cobardes, tan temerosos del amo macho, tan neuróticos... Resulta que se corre el peligro que se pongan a preguntar el porqué de su marginación, de su rechazo, de su ridiculización constante... y por este camino empiecen ya a plantearse cuestiones más “elevadas”, hablan de libertad, dictadura, socialismo...”

“Le téléphone rouge de l’oligarchie a sonné. Ils se chient dessus car l’histoire avec Patxi¹ se termine, après autant d’années de généreux dividendes. La rébellion des curés était plus ou moins prévisible, précisément à cause de l’imprévisibilité des curés... Mais les pédés! D’habitude si dociles, si soumis, si lâches, si peureux du maître mâle, si névrosés... Il paraît qu’ils risquent de se mettre à poser des questions, à demander la raison de leur marginalisation, leur exclusion, leur ridiculisation constante... et de là qu’ils commencent à s’interroger sur des questions plus “élevées”, qu’ils parlent de liberté, dictature, socialisme...”

Gorria, “Las mariconas se rebelan”, AGHOIS, 17, septembre-octobre 1973

¹ “Patxi” est une variation de Francisco, prénom du dictateur Francisco Franco (1892-1975).

Sommaire

Remerciements	3
Sommaire	5
Introduction	7
Présentation du sujet	7
Historiographie et définitions	8
Les dernières années de dictature	8
La transition démocratique	9
Les mouvements de libération sexuelle	11
L'histoire des mobilisations et les nouveaux mouvements sociaux	11
Les mouvements de libération LGBT dans le monde	12
Le mouvement LGBT en Espagne et à Barcelone	13
Le choix de l'acronyme LGBT	14
Les revues militantes	15
Chronologie et géographie	16
Sources et méthodes	18
Le corpus	18
La sélection du corpus : les revues et les articles	19
Traitement, intérêt et limites	20
Problématisation	21
Etude de cas	22
1. Ecrire, publier : la trajectoire et la chronologie des revues militantes	22
1.1. AGHOIS, une exception	23
1.1.2. L'évolution du nombre de publications et de pages	24
1.1.3. La fin d'AGHOIS	25
1.2. L'essor des publications militantes après la mort de Franco	25
1.2.1. Le bulletin informatif de l'Institut Lambda	28
1.2.2. Debat Gai	29
1.2.3. La Pluma	29
1.2.4. La revue du GLAL	30
1.3. La fin de La Pluma, Debat Gai et la revue du GLAL	31
2. Mobiliser, se mobiliser : les acteurs, leurs revendications et leurs modes d'action	33
2.1. Les principales revendications	33
2.1.1. La critique de la Loi de dangerosité et réhabilitation sociale (LPRS)	33
2.1.2. La fin de la dictature et la modification de la LPRS	35
2.1.3. La légalisation du FAGC	36
2.2. La diversité des acteurs : les divergences internes	38
2.2.1. La scission de la CCAG	38
2.2.2. "Cuando algunos piden la legalización, algo nuestro se integra"	40
2.2.3. Le GLAL : les lesbiennes en quête de leur place au sein des mobilisations	40
2.3. Les modes d'action	41

2.3.1. Les modes d'action sous le franquisme	41
2.3.2. Les mobilisations pendant la transition	42
2.3.3. 25 Juin 1978 : une journée, deux récits	44
2.3.4. Le cas Ocaña : la question de la violence dans les mobilisations	45
2.3.5. L'intersectionnalité des luttes	46
2.3.6. L'affectivité publique : une nouvelle forme de mobilisation	47
3. Parler politique : la critique politique dans les publications	48
3.1. La critique du régime franquiste	48
3.1.1. AGHOIS : une discrimination qui dépasse les frontières	48
3.1.2. Fin 1973, une évolution dans le discours d'AGHOIS	49
3.1.3. La critique de la dictature pendant la Transition	50
3.2. Les gays et la démocratie	51
3.2.1. Les gays pour la liberté d'expression et la liberté d'association	51
3.2.2. Les critiques de la constitution de 1978	53
3.2.3. Les gays et les élections	54
3.2.4. L'opposition à la démocratie bourgeoise	55
3.3. L'après-transition	56
3.3.1. Le soutien des institutions catalanes	57
3.3.2. La dépression du militantisme	58
Conclusion	59
Bibliographie	62
Histoire des sexualités, histoire gay, histoire LGBT	62
Histoire du mouvement LGBT en Espagne	62
Le franquisme et la transition démocratique	63
Méthodologie	65
Annexes	66
Graphiques	66
Publications et pages publiées par année, toutes revues confondues	66
Nombre de pages publiées par mois, selon chaque revue	67
Nombre de pages publiées par mois, année par année	68
Sélection d'articles	70
Sources	73
<i>AGHOIS</i>	73
<i>Lambda</i>	73
<i>Debat Gai</i>	75
<i>La Pluma</i>	75
<i>GLAL</i>	76

Introduction

Présentation du sujet

Marta Pessarrodona, dans la revue *Vindicacion Feminista*, affirme qu'il y a toujours eu des femmes qui aiment les femmes, mais que celles-ci n'émergent que dans des contextes de grands changements politiques ou puissants mouvements sociaux². La célèbre poétesse catalane signalait ainsi, pendant la transition démocratique et dans une revue féministe, l'importance du contexte social et politique dans la visibilisation des réalités non-hétérosexuelles.

Les premières mobilisations LGBT en Espagne ont lieu dans les années 1970 et s'inscrivent dans un contexte international de mobilisation pour la libération sexuelle. En même temps que les femmes se mobilisent pour leurs droits reproductifs, les émeutes de Stonewall en 1969 sont érigées en événement fondateur du mouvement homosexuel et des nombreux collectifs s'organisent en France, aux Etats Unis, en Italie... et aussi en Espagne.

Le mouvement LGBT espagnol se développe dans un contexte politique très particulier: celui de la décadence d'un régime dictatorial qui a duré presque 40 ans, puis de l'instauration d'une démocratie constitutionnelle basée sur le modèle européen. Les années 1970 en Espagne sont ainsi marquées par un processus de forte transformation politique.

Cette recherche aura pour but d'étudier les liens qui unissent la fin de la dictature en Espagne et les mobilisations LGBT. Nous allons nous intéresser particulièrement à la ville de Barcelone, retenue comme l'épicentre des mobilisations LGBT dans les années 70³, et en particulier sur un total de 5 collectifs: le Mouvement Espagnol de Libération Homosexuelle (MELH), qui existe entre 1971 et 1975; le Front de Libération Gay de Catalogne (FAGC), héritier du MELH (1975-présent); l'Institut Lambda, créé par des militants du FAGC en 1976; la Coordinatrice de Collectifs pour la Libération Gay (CCAG), créée par scission du FAGC (1978-1980) et le Groupe de Lutte pour la Libération de la Lesbienne (GLAL), qui existe entre 1979 et 1982. Nous allons étudier les revues publiées par ceux-ci, soit un total de 5 revues et 91 numéros.

² Pernas, B. "Voces del lesbianismo en *Vindicacion Feminista*", dans Osborne, R. *Mujeres bajo sospecha*, p.400.

³ Barcelone est la seule ville espagnole où le mouvement gay se structure avant la mort du dictateur. A partir de 1975 d'autres organisations sont créées partout en Espagne, notamment à Valence, Madrid et aux îles Baléares.

Nous allons interroger cet ensemble documentaire afin d'éclairer les liens entre le contexte politique national et les mobilisations LGBT qui ont lieu pendant cette période : Quelle est l'influence du contexte politique sur les publications et les mobilisations ? Dans quelle mesure, dans quel but et par quels moyens les acteurs souhaitent-ils participer à la vie politique du pays ? Quelles sont les opinions exprimées dans ces publications, en ce qui concerne la politique intérieure espagnole ?

Nous avons choisi ce sujet car il nous permettra d'étudier un moment particulier de l'histoire du mouvement LGBT à travers la perspective des acteur.ice.s, de nous intéresser à la perception que ceux.celles-ci ont d'eux.elles-mêmes et aux revendications et valeurs qu'elles souhaitent transmettre à travers leurs publications. Nous avons fait le choix, en même temps, de ne pas centrer notre propos sur l'histoire de la répression.

De plus, ce sujet nous permettra d'étudier l'histoire politique, souvent circonscrite à l'histoire des grands hommes et donc hétérosexuelle et masculine, du point de vue non-hétérosexuelle et par le bas.

Historiographie et définitions

Les dernières années de dictature

La dictature franquiste est instaurée en Espagne à la fin de la guerre civile (1936-1939). Le général Francisco Franco devient alors le *caudillo*, chef d'État d'un régime fondé sur des institutions autoritaires : les trois piliers du régime sont l'armée, le parti unique et l'Eglise catholique. La liberté de la presse, la liberté syndicale et le droit d'association sont supprimés. La dictature franquiste s'appuie sur les valeurs du national-catholicisme, valorisant la masculinité hégémonique tout en réduisant les femmes à leur rôle au sein du foyer. On peut affirmer que une "idéologie familialiste" se construit après la guerre civile⁴.

Cependant, la période franquiste a également connu des résistances : des groupes d'opposition se sont organisés, le plus souvent dans la clandestinité, afin de faire face à la répression et défendre leurs droits. C'est le cas des étudiants qui se mobilisent en 1957⁵, des

⁴ Huard, Geoffroy, *Les gays sous le franquisme*, p.29

⁵ Coll i Pigem, Maria, (2017) *Al Paraninfo. La primera revolta estudiantil*. Barcelona : Base

mineurs des Asturies qui se mettent en grève en 1964⁶, ainsi que des femmes qui s'organisent dans le *Movimiento democrático de mujeres* à partir de 1965⁷.

A partir des années 1960 commence une progressive ouverture politique du régime. En 1966 une nouvelle loi de presse supprime la censure préalable. En 1967 sont adoptées les lois de liberté religieuse et de sécurité sociale. Le pays s'ouvre au tourisme dans cette période, laquelle est marquée également par une forte industrialisation, avec une vague d'immigration vers la Catalogne depuis le reste de l'Espagne. L'urbanisation des territoires industrialisés permet une plus grande mobilisation dans les grandes villes.

A partir des années 1970 on peut parler de la décadence du régime. Dans cette période, on observe une plus forte instabilité sociale et politique. En 1969 éclate le scandale Matesa. Le terrorisme anti-franquiste se fait de plus en plus présent, et en 1973 le président Carrero Blanco, main droite de Franco, est assassiné à la suite de l'attentat du groupe ETA. Le *caudillo*, à son âge avancé, fait sa dernière apparition publique le 1er octobre 1975. Puis, le 20 novembre de la même année, sa mort est annoncée par le président du gouvernement, Arias de Navarro.

Deux lois ont condamné l'homosexualité pendant la période franquiste. Tout d'abord, la loi de "vagabonds et délinquants"⁸, qui date de 1936 mais qui est modifiée en 1954 pour y inclure les homosexuels. Puis, en 1970, celle-ci est substituée par la loi de "dangerosité et réhabilitation sociale" (LPRS), laquelle prévoit l'internement des homosexuels et autres "antisociaux" en prison ou centre psychiatrique. De plus, la loi de "scandale publique" est également utilisée pour réprimer l'homosexualité.

La transition démocratique

La transition démocratique a longtemps été considérée comme un modèle de changement politique : les tensions présentes après une guerre civile et presque 40 années de dictature n'ont pas déclenché un nouveau conflit, et des opposants politiques ont su se mettre d'accord pour le bien du pays et de la population. La démocratie en Espagne aurait ainsi été instaurée pacifiquement, grâce au travail des grands hommes politiques.

⁶ Reverte, Jorge M. (2008) *La furia y el silencio. Asturias, primavera de 1962*, RBA libros

⁷ Abad Buil, Irene. (2005) "Movimiento democrático de mujeres, un vehículo para la búsqueda de una nueva ciudadanía femenina en la transición española" dans *Actes del Congrés la transició de la dictadura franquista a la democràcia*, Universitat Autònoma de Barcelona

⁸ Le nom de la loi en espagnol est "Ley de vagos y maleantes". Je reprends la traduction de Geoffroy Huard dans *Les gays sous le franquisme*. On pourrait également la traduire par "Loi de fainéants et malfaiteurs".

Aujourd’hui, de nombreuses voix se rebellent contre cette idéalisation de la période : l’amnistie générale a donné l’impunité aux élites franquistes, les crimes qui ont eu lieu sous le régime n’ont jamais été jugés, et les victimes de la répression franquiste ont été oubliées.

La démocratie actuelle est l’héritière de cette transition démocratique, et la constitution de 1978 régit encore l’ensemble des institutions de l’Etat espagnol aujourd’hui. Cette période de changement politique reste donc extrêmement controversée, à la fois critiquée et adulée, et cela doit impérativement être pris en compte dans notre étude.

L’histoire de la transition a été trop souvent étudiée dans une perspective qui se limitait à l’étude des grands architectes du processus de démocratisation : les protagonistes de cette période sont Juan Carlos Ier, le nouveau roi désigné par Franco, et Adolfo Suarez, le président nommé par le roi. On considère souvent que la transition démocratique commence lors de la mort du dictateur, le 20 novembre 1975. Cependant, pour l’historien Ismael Saz, on devrait considérer que celle-ci commence en juillet 1976, lorsque Adolfo Suarez est nommé président du gouvernement par le roi Juan Carlos, ce qui permet un premier accord entre les réformistes du gouvernement et les groupes d’opposition. A partir des années 2000, les historiens commencent à s’intéresser au rôle de l’opposition politique et des mouvements sociaux. Pourtant, le prisme d’étude reste masculin et les mobilisations des femmes et autres groupes minoritaires sont oubliées⁹. C’est à partir de ce moment que sont redécouvertes les mobilisations ouvrières, ainsi que les mouvements de voisins.

Carmen Molinero et Pere Ysàs, pionniers dans l’étude des mouvements sociaux dans la transition, ont pu montrer, dans leurs nombreuses publications, l’importance de ces mobilisations dans les prises de décisions politiques de la période. Dans un contexte de transformation sociale et politique, ces mobilisations ont joué un rôle certain dans la construction de la démocratie.

Rafael Quirosa, dans *La sociedad española en la Transición*, affirme que “l’on ne pourrait pas comprendre une bonne part des décisions politiques adoptées, avant et pendant la Transition, si l’on ne prenait pas en compte les actions des organisations syndicales, les associations de voisins, les mobilisations universitaires ou les revendications des femmes”¹⁰.

Cependant, les questions de genre ont été très largement ignorées lorsqu’il s’agit de l’étude de cette période de transformation politique¹¹. Pourtant, en ce qui concerne les

⁹ Ferré Baldrich, M. (2013). *Pensament i acció del moviment feminista a Catalunya durant la Transició democràtica (1975-1985)*, p.50

¹⁰ Quirosa, R. p.14. Ma traduction.

¹¹ Ferré Baldrich, M. (2014) “Balanç historiogràfic sobre el moviment feminista a Catalunya durant la transició democràtica”, dans *Quaderns de la Igualtat 7, la historia de les dones i el gènere*, p.34

mouvements sociaux, Trujillo et Berzosa affirment que l'émergence de revendications concernant le genre et la sexualité est un indicateur de l'importance de la radicalisation antifranquiste¹². Pourquoi donc celles-ci ne sont quasiment jamais mentionnées, même dans les ouvrages concernant spécifiquement les mouvements sociaux pendant la Transition ?

Huard, dans *Les gays sous le franquisme*, parle d'une "Transition sexuelle" qui aurait eu lieu à partir de 1977, date où les dossiers de dangerosité commençaient à être annulés¹³. Mais cette perspective se base sur l'analyse de l'évolution de la juridiction, et non pas sur les évolutions sociales ou les mobilisations des personnes concernées.

L'historiographie traditionnelle considère que la transition démocratique se termine en 1982, lors de l'arrivée au pouvoir des socialistes. Nous allons interroger cette chronologie du point de vue de l'histoire du militantisme et en particulier du mouvement LGBT.

Les mouvements de libération sexuelle

L'histoire des mobilisations et les nouveaux mouvements sociaux

L'étude des mouvements sociaux de la fin du franquisme et de la transition a permis aux historiens de rendre compte de l'importance politique des populations mobilisées dans le processus de transformation politique. Saz parle d'une lutte pour la démocratie qui se fait par le bas¹⁴.

Dans l'analyse de ces mouvements sociaux, une distinction entre "vieux" et "nouveaux" mouvements sociaux est très souvent utilisée. Cette catégorisation a permis de dépasser l'analyse marxiste des mobilisations, laquelle ne permet pas de comprendre une bonne partie des mobilisations qui surgissent à partir des années 1960 et 1970. Les mobilisations féministes, écologistes, étudiantes et LGBT sont le plus souvent analysées sous le prisme des "nouveaux mouvements sociaux" (NMS).

Cette catégorisation doit être critiquée, puisque les mouvements qu'elle décrit ne sont pas forcément nouveaux. Cependant, les théoriciens des NMS ont montré que, à partir de la fin des années 1960, des nouvelles formes d'action apparaissent en même temps que les identités collectives prennent une place centrale dans les mobilisations¹⁵.

¹² Trujillo y Berzosa, "Apuntes sobre las publicaciones militantes que acompañaron a la revolución sexual de los 70" dans *Reimaginar la disidencia sexual en la España de los setenta*, p.181

¹³ Huard, G. *Les gays sous le franquisme*, p.16

¹⁴ Quirosa, p.19

¹⁵ Trujillo

Le mouvement de libération LGBT, comme le mouvement féministe et à la différence du mouvement ouvrier, cherche à provoquer des changements culturels et à faire reconnaître des nouvelles identités et modes de vie¹⁶. Le danger de cette catégorisation est de croire que, de ce fait, les mouvements d'identité seraient moins politiques.

Bien que la catégorie de “nouveaux mouvements sociaux” puisse donc être très utile, il ne faut pas essentialiser les différences qui existent entre les “vieux” et les “nouveaux” mouvements sociaux. C'est pourquoi de nombreux historiens critiquent cette classification¹⁷.

Les mouvements de libération LGBT dans le monde

On peut dater les premiers mouvements de libération homosexuelle en occident dans la deuxième moitié du XIXe siècle. En 1869, l'allemand Benkert envoie une lettre au ministère de la justice afin de demander la suppression du paragraphe 175 du Code Allemand, lequel condamnait l'homosexualité¹⁸. En 1897, la première organisation gay est créée sous le nom de Comité Scientifique et Humanitaire, lequel édite le *Jahrbuch für sexuelle Zwischenstufen*, publication qui existe entre 1899 et 1923¹⁹.

Plus tard, d'autres organisations apparaissent ailleurs dans le monde. Aux Etats Unis, une première organisation naît en 1950 : c'est la Mattachine Foundation à Los Angeles. En France, en 1954, André Baudry crée Arcadie, organisation qui publie la revue du même nom à partir de la même année et jusqu'en 1982. *Der Kreis* est publié en Suisse entre 1932 et 1967.

A partir des années 1970 le mouvement LGBT prend un nouvel élan. On parle de “révolution sexuelle”, Massimo Prearo décrit un “moment politique de l'homosexualité”. Les événements du Stonewall Inn à New York, le 28 juin 1969, deviennent l'événement fondateur de cette nouvelle période. Les personnes présentes dans le local, majoritairement des trans et homosexuels, ripostent ce jour-là face aux agressions des policiers.

Pourtant, les événements de Stonewall ne sont pas sans précédent, et le nouvel élan du mouvement dans les années 1970 doit être expliqué par des éléments contextuels également. En France, par exemple, le FHAR s'organise à la suite de Mai 68. En Espagne, c'est suite à la présentation du projet de Loi de Dangerosité et Réhabilitation Sociale (LPRS)

¹⁶ Ibid.

¹⁷ C'est le cas de Saz et Quirosa par exemple.

¹⁸ Soriano, Manuel Ángel. “La liberacion homosexual, antecedentes historicos”, dans *La marginación homosexual en la España de la Transición* (Spanish Edition) . Egales. Édition du Kindle

¹⁹ Ibid

qu'un premier groupe d'homosexuels s'organise dans le Mouvement Espagnol de Libération Homosexuelle.

Le contexte de mobilisation internationale reste essentiel dans l'étude des mobilisations LGBT espagnoles : les militants espagnols sont en contact avec les groupes de libération ailleurs dans le monde et ces contacts ont un effet certain sur leurs mobilisations.

Le mouvement LGBT en Espagne et à Barcelone

“L'apparition du mouvement gay en Catalogne et dans l'Etat espagnol est une conséquence directe de la présentation aux Cortes franquistes, vers la fin de l'année 1969, du projet de loi de dangerosité et réhabilitation sociale (...) afin d'y inclure les homosexuels”²⁰ affirme Armand de Fluvià, créateur du Mouvement Espagnol de Libération Homosexuelle (MELH), dans son ouvrage *El moviment gai a la clandestinitat del franquisme*. C'est donc le contexte politique et en particulier la modification législative qui a motivé les premiers homosexuels à s'organiser politiquement en Espagne.

Alberto Mira, dans son *Histoire culturelle de l'Homosexualité en Espagne*, affirme que pour les homosexuels la période de Transition signifie des nouvelles libertés, le “triomphe du corps et l'hédonisme”, mais aussi des nouvelles responsabilités et prises de décision²¹.

Deux périodes se dégagent dans notre chronologie : tout d'abord, la période entre 1970 et 1975, qui correspond aux dernières années du franquisme et aux mobilisations clandestines du MELH. Puis, à partir de 1976, la période post-Franco, de transformation politique intense, qui connaîtra la création de nombreux collectifs homosexuels dans l'Etat espagnol.

La Catalogne est la région qui connaît le plus grand nombre de collectifs homosexuels: tout d'abord, le Front d'Alliberament Gai de Catalunya (FAGC), est créé dès 1976. La même année est créé l'Institut Lambda, en lien avec le FAGC. Puis, en 1978 sont créés la Coordinadora de Col.lectius d'Alliberament Gai (CCAG) et le Grup de Lluita per l'alliberament de la Lesbian (GLAL). Tous ces collectifs s'organisent à Barcelone, la capitale catalane.

²⁰ Armand de Fluvià, *El moviment gai a la clandestinitat del franquisme*, p. 16 (ma traduction)

²¹ Mira, Alberto, (2004) *De Sodoma a Chueca. Una historia cultural de la homosexualidad en Espana en el siglo XX*, Egales, édition du Kindle

Ailleurs en Espagne, sont créés : le MAS-PV, à Valence, l'EHGAM, au Pays Basque et Le FLHOC à Madrid. A partir de 1977 les différents collectifs s'organisent dans la Coordinatrice de Fronts de Libération Homosexuelle de l'Etat Espagnol (COFLHEE).

Le choix de l'acronyme LGBT

Le sens des termes “homosexuel” et “gay” a évolué très rapidement au cours des quelques décennies qui nous séparent des années 1970. Lorsque l'on se penche par exemple sur les archives de police de cette période, les descriptions des hommes dits “homosexuels” correspondent bien souvent à ce qu'on appellerait aujourd’hui des femmes trans, des travesties ou même des personnes non binaires²². Dans le livre *La doble transicion* (2019), Solis fait la biographie de plusieurs femmes trans espagnoles. Plusieurs d'entre elles racontent leur vie dans les années 1970, période pendant laquelle elles se décrivaient en tant qu'homosexuels (au masculin) malgré leurs modifications corporelles (souvent à travers la prise d'hormones clandestines), leurs vêtements quotidiens, traditionnellement féminins, et leur style de vie.

La frontière actuelle entre l'homosexualité et la transidentité, entre le genre et la sexualité, qui nous paraît aujourd’hui si évidente, ne l'était pas dans les années 1970. Même si l'on retrouve en effet le mot transexuel dans certaines sources (souvent utilisé de façon indiscriminée avec le terme travestie), ces personnes sont considérées comme étant tout d'abord des homosexuels.

Ainsi, on peut considérer que le mot “homosexuel”, sous lequel on englobe également les lesbiennes et les bisexuels, était plus inclusif dans les années 1970 qu'il ne l'est aujourd’hui. Pourtant, le grand défaut de cette inclusivité est l'invisibilisation qu'elle comporte, et qui était déjà un problème à l'époque : “homosexuel” décrit tout d'abord et principalement l'*homme* homosexuel, puis, postérieurement, la femme lesbienne, et enfin, dans une sorte d'arrière pensée, tout ce qui se trouve dans les limites des genres, dans le flou, l'incompris, le différent. Sexualité et identité de genre s'effacent derrière un amalgame de déviance.

Gracia Trujillo, principale historienne du mouvement lesbien espagnol souligne ce problème dans son ouvrage *Deseo y resistencia* (2008) : les femmes lesbiennes ont été exclues de l'histoire gay, elles n'apparaissent quasi jamais mentionnées, comme si elles n'avaient pas

²² Huard, G.

été présentes. Lorsqu'on en fait mention, c'est souvent en pied de page, comme si leur lutte n'avait été qu'un accessoire au combat des hommes homosexuels²³.

En ce qui concerne la bisexualité, le mot est le plus souvent utilisé de façon théorique (en référence à l'informe Kinsley, par exemple), et non en tant qu'identité. Il n'existe pas, à ma connaissance, de groupes se revendiquant bisexuels, mais cela n'exclut que des personnes bisexuelles ne se soient organisées sous l'étiquette de l'homosexualité.

L'histoire des personnes trans n'a commencé à s'écrire que très récemment, dans des ouvrages comme celui de Susan Stryker (2008), centré sur les Etats Unis, ou dans celui du journaliste Raul Solis (2019), qui décrit de façon romanesque ses entretiens effectués auprès de quelques femmes trans espagnoles d'âge avancé.

C'est pourquoi, même avant de me pencher sur mon sujet, je savais que je souhaitais analyser et écrire l'histoire de tous.les déviant.e.s, les contre-nature, les marginaux.les en termes de genre et de sexualité. Lesbiennes, trans, bisexuels, intersex... étaient au cœur des mobilisations qui ont eu lieu dans les années 1970 à New York, à Londres, à Berlin, à Paris... et aussi à Barcelone. Et trop souvent, lorsque les historiens écrivent l'histoire du mouvement homosexuel, ils oublient de signaler cette diversité, laquelle reste ainsi cachée au lecteur. Je ne souhaite pas participer à cette invisibilisation.

Le terme LGBT n'existait pas dans la période que je m'apprête à décrire et analyser, comme n'existaient les termes LGBTI, LGBT+ ni LGBTQI+. Mais les termes lesbienne, gay, bisexuel et trans existaient déjà, et étaient tous utilisés (même si à des fréquences très variables). C'est pourquoi je considère que le terme LGBT reste pertinent lorsqu'il s'agit de décrire les mouvements de libération dits "homosexuels", et je le préfère puisqu'il exprime une volonté d'inclusivité dans l'écriture de l'histoire.

Les revues militantes

La loi de presse de 1966 met fin à la censure préalable. Lors de la mort du dictateur, cette loi est toujours appliquée, mais de nombreuses nouvelles publications surgissent : les journalistes et la population agissent "comme si les limites à la liberté d'expression et la presse avaient été abolies"²⁴. Dès 1976 surgissent de nouveaux journaux, comme le journal

²³ "Los colectivos de lesbianas, o las activistas lesbianas, aparecen en muchas ocasiones mencionadas tan solo en algunos párrafos, cuando aparecen, o en notas al pie de página en las que se puede leer el por qué no se las incluye" Trujillo Barbadillo, Gracia. Deseo y resistencia - (1977-2007). Treinta años de movilización lesbiana en el Estado español (G) (Spanish Edition) . Editorial Egales, Édition du Kindle.

²⁴ Varela Menéndez, Nuria, (2019). "Vindicación Feminista. Un caso paradigmático de exclusión en la historia del periodismo en España". *Historia Y Comunicación Social*, p.16

Avui en avril, premier journal en langue catalane depuis la fin de la guerre civile²⁵. On observe une explosion de la presse pornographique, dont de nombreuses revues gay. Est créée également la première revue commerciale espagnole adressée à un public gay : *Party*.

Le premier avril sont abrogés les articles les plus restrictifs de la loi de 1966. La liberté de la presse n'est acquise qu'en 1978, avec la nouvelle Constitution.

En 1970 était paru le film documentaire *El cuarto poder*, de l'antifranquiste Helena Lumbreras, dans lequel la réalisatrice analyse le pouvoir des moyens de communication et insiste sur l'importance des publications clandestines et engagées dans l'organisation des mobilisations²⁶. Selon Trujillo et Berzosa, l'autogestion de la presse est une constante culturelle de la résistance politique antifranquiste tout au long des années 1970²⁷.

Un grand nombre de revues sont ainsi créées pendant cette période, dont des revues féministes, LGBT... pourtant, celles-ci ont été très peu étudiées. Lorsqu'on s'intéresse à l'histoire de la presse dans la transition démocratique, on pourrait croire que les femmes et autres collectifs minoritaires n'ont pas participé au débat public²⁸.

Nous avons choisi, pour cette étude, de nous centrer sur un ensemble de revues militantes : ces revues sont toutes l'organe de communication d'un collectif, groupe ou association. Nous n'allons donc pas étudier d'autres types de revues, même celles qui partagent la même thématique, telles que la commerciale *Party* ou les revues pornographiques.

Chronologie et géographie

Notre chronologie va de 1972 à 1982. En janvier 1972 est publié le premier numéro de la revue du MELH, AGHOIS. En mars 1982 est publié le dernier numéro de la revue du GLAL. La revue de l'Institut Lambda continue à être publiée après la fin de notre période, et existe encore aujourd'hui. Le dernier numéro compris dans notre ensemble documentaire est celui de décembre 1982. Toutes les revues ont été publiées à Barcelone, par des collectifs militants de la ville.

Cette période correspond aux premières années du mouvement. Deux périodes se dégagent dans notre chronologie, et on observe un certain décalage entre la création des collectifs et le début des publications. Pour la première période, qui correspond aux années de

²⁵ L'usage du catalan a été interdit pendant le franquisme.

²⁶ Trujillo y Berzosa, "Apuntes sobre las publicaciones militantes que acompañaron a la revolución sexual de los 70" dans *Reimaginar la disidencia sexual en la España de los setenta*, p. 181

²⁷ Ibid

²⁸ Op.cit. Valera Mendez, Nuria (2019)

dictature, le seul collectif qui a existé est le MELH, créé en 1970 et qui commence à publier en 1972. Pour la deuxième période, celle des années de transition, le FAGC est créé dès 1976 mais le premier numéro n'est publié qu'en 1978.

Nous avons décidé d'inclure la publication du GLAL afin d'étudier la seule publication d'un collectif lesbien, même si sa publication est légèrement postérieure aux autres (la revue est éditée entre 1980 et 1982). L'année 1982 est ainsi devenue la limite haute de notre période.

Cette chronologie nous permettra d'analyser les évolutions qui ont lieu pendant notre période. Nous allons pouvoir observer les différences entre l'avant et l'après de la mort du dictateur, mais aussi les différents moments de la transition démocratique.

Même s'il y a eu des études centrées sur les mouvements LGBT de la ville²⁹, très peu se sont intéressées concrètement aux collectifs de la ville de Barcelone dans cette période, et encore moins à leurs revues. Barcelone a un statut particulier dans son contexte historique et géographique : deuxième ville de l'Espagne, elle a accueilli d'importantes migrations venant du reste de l'Espagne, ainsi que de nombreux touristes venant du reste d'Europe à partir des années 1960.

L'anti-franquisme est très présent dans la ville, et les revendications démocratiques, catalanistes et ouvrières se font entendre dès la mort du dictateur. Comme l'a montré Huard, la vie LGBT est très présente dans la ville pendant toute la dictature, en particulier dans le Barri Xino et Les Rambles. Ce contexte a été donc très favorable à l'apparition des premières mobilisations LGBT, lesquelles reçoivent le soutien des militants ouvriers et antifranquistes dès les premières années de transition.

²⁹ Pollina Tarrés, Carme et Morales Gonzales, Thais, (2018) *Gent de ploma i maribú, geografia LGBT+ de Barcelona*, Ajuntament de Barcelona

Sources et méthodes

Le corpus

Notre corpus documentaire se constitue d'un total de 5 revues, 90 numéros et 698 pages, publiés sur une période de 10 ans, entre 1972 et 1982. Le nombre de numéros pour chacune des revues n'est pas équivalent, bien au contraire: la revue de l'Institut Lambda, du même nom, a publié 55 numéros entre 1978 et 1982 (d'autres numéros ont été publiés après cette date, nous avons fait le choix de nous limiter aux numéros publiés dans cette période), alors que les revues du FAGC (*Debat Gai*), de la CCAG (*La Pluma*) n'ont publié que 6 numéros, et la revue du GLAL (du même nom) n'a publié que 7 numéros. De même, le nombre de pages de chaque numéro varie énormément, de 4 pages pour les plus courtes à 36 pour les plus longues. Les dates de publication des revues sont le plus souvent irrégulières.

Du point de vue chronologique, la revue *AGHOIS* (publiée par le MELH), avec un total de 18 numéros entre 1972 et 1975, se distingue de toutes les autres car elle leur est antérieure. Elle sera notre seule repère en ce qui concerne le mouvement LGBT avant la mort du dictateur.

En ce qui concerne les autres revues, nous pouvons affirmer que nous disposons également de l'ensemble des numéros de la revue *Lambda*. Rien n'est moins sûr en ce qui concerne les autres revues : même si les numéros dont nous disposons sont consécutifs, il se pourrait qu'il y ait eu d'autres numéros publiés par la suite ou des numéros spéciaux qui n'aient pas été conservés. Presque toutes les revues sont datées, plus ou moins approximativement selon les cas. Pour celles qui ne le sont pas, nous avons défini une date approximative basée sur les informations présentes dans les articles.

Notre corpus est composé principalement d'articles, illustrations et photographies. Certains des articles et illustrations sont signés, mais pas tous, et souvent par des pseudonymes, des sigles ou des prénoms. Leurs auteur.ice.s ne sont pas identifiables dans la plupart des cas, mais nous pouvons souvent tracer les articles écrits par un.e même auteur.ice. Certains des articles publiés sont issus d'autres revues, le plus souvent américaines, anglaises, françaises ou italiennes et ont été traduits. Dans ces cas-là on connaît les noms complets de leurs auteur.ice.s, mais pas des traducteur.ice.s.

Presque l'entièreté de ces revues ont été publiées de façon non-professionnelle, sans avoir été déposées légalement, et sur du papier de basse qualité. Elles sont toutes bicolores,

mais la couleur du papier et la couleur d'impression du texte peuvent varier : certaines revues sont imprimées sur du papier rose ou avec de l'encre rose sur du papier blanc.

Les revues sont pour la plupart en très bon état de conservation. Dans des cas très rares, une partie de l'encre s'est effacée et il est difficile de lire le texte, mais celui-ci reste toujours lisible.

La sélection du corpus : les revues et les articles

Notre ensemble est composé uniquement de documents d'époque, publiés par les acteur.ice.s des mobilisations. Nous avons choisi ce corpus, face aux témoignages contemporains, afin de nous éloigner des trajectoires et carrières militantes et étudier le mouvement LGBT en tant qu'objet, dans son contexte des années 1970³⁰.

Nous avons sélectionné nos revues selon plusieurs critères : tout d'abord, selon le critère géographique et chronologique. Nous avons choisi uniquement des revues publiées à Barcelone dans les années 1970. Nous avons fait le choix d'étendre légèrement la chronologie afin d'inclure la revue du GLAL. Cela nous a permis d'avoir une plus grande diversité d'acteur.ice.s et auteur.ice.s. Puis, nous avons sélectionné uniquement des revues publiées par des groupes militants, dont le but est la libération homosexuelle. Comme mentionné dans une partie précédente, nous avons exclu d'autres revues de thématique gay, telles que la revue *Party*, publiée de façon commerciale, ou des revues pornographiques.

Toutes les revues dont nous disposons sont disponibles dans l'archive du Casal Lambda³¹, à Barcelone, dans le Centre LGBT. Deux de ces revues ont été digitalisées professionnellement (*AGHOIS* et la revue du Lambda).

Nous allons nous intéresser, au sein de ces revues, à une sélection d'articles. Cette sélection a été faite de façon thématique : notre principal critère de sélection est le sujet des articles, et cela selon notre problématique. Nous allons donc nous intéresser aux articles qui font référence aux mobilisations qui ont lieu dans l'Etat espagnol et en particulier à Barcelone, ainsi qu'à ceux qui font référence à la politique intérieure et aux lois du pays.

Nous allons veiller à ce que cette sélection d'articles constitue un ensemble représentatif des différents acteur.ice.s, collectifs et moments dans la période.

³⁰ Nous suivons l'exemple de Massimo Prearo dans sa thèse *Le moment politique de l'homosexualité. Mouvements, identités et communautés en France*

³¹ L'Institut Lambda est devenu le Casal Lambda en 1986

Traitement, intérêt et limites

A travers les revues du mouvement, nous allons pouvoir étudier ce que les différents collectifs souhaitent transmettre, et cela dans leur contexte. Nous devons considérer les limites de cet ensemble documentaire: même si les cinq revues sont issues de collectifs différents, l'ensemble des documents sont issus de personnes mobilisées en faveur de la libération LGBT. Leur discours est donc orienté politiquement.

Afin de répondre à notre problématique, nous allons procéder en deux temps. Tout d'abord, à travers une analyse quantitative, nous allons déterminer l'évolution du nombre de publications et le nombre de pages par année, par mois et par revue. Nous allons mettre ces données dans leur contexte afin d'explorer les effets des évolutions politiques sur ces publications. Cette analyse nous permettra également de saisir une vue d'ensemble de notre corpus documentaire.

Ensuite, nous allons sélectionner les articles les plus pertinents en ce qui concerne notre problématique, tout en conservant un ensemble représentatif du point de vue de la chronologie ainsi que des différents collectifs et auteur.ice.s³². Nous souhaitons explorer la diversité des points de vue exprimés dans les différentes revues et articles. Nous allons analyser en quoi leurs auteur.ice.s ont ou pas une volonté de participation politique dans le contexte de transition démocratique, et comment celle-ci s'exprime. Quelles sont leurs positions politiques en ce qui concerne le changement de régime ? Quels sont leurs liens avec les différents acteurs politiques, tels que les partis et les syndicats ? Nous allons analyser l'évolution des discours au long de la période, ainsi que les similitudes et différences entre les revues et les auteurs.

Cet ensemble documentaire reste très restreint, et nous allons nous servir d'un seul type de source. Ainsi, cette étude ne nous permettra pas de saisir le mouvement LGBT de cette période dans son ensemble. Nous observons notamment qu'il y a des années entières où aucune revue n'a été publiée. De plus, ce type de source nous parle de la volonté de participation politique et des revendications des différents collectifs, mais ne nous permet pas de mesurer les effets réels de ces mobilisations. Afin de compléter cette étude, il faudrait, ultérieurement, utiliser d'autres types de sources.

³² Nous souhaitons que cet ensemble soit également diversifié du point de vue du genre, incluant des articles et images créés par des femmes lesbiennes et des personnes trans notamment.

Problématisation

D'un point de vue chronologique, le lien entre la fin de la dictature et les premières mobilisations LGBT en Espagne nous paraît évident. Notre but dans cette étude sera d'explorer ce lien, et cela à travers les publications des acteurs du mouvement.

Dans une première partie, nous allons nous intéresser aux trajectoires des différentes revues, et nous allons mettre leur chronologie en lien avec le contexte politique. Nous allons nous demander si le nombre de publications augmente à certains moments, et si c'est le cas, nous allons essayer de déterminer pourquoi. De même, nous allons explorer les raisons de la fin des publications. Dans certaines des revues nous trouvons des informations sur les revues elles-mêmes ou sur les autres revues de notre corpus, dont nous allons nous servir.

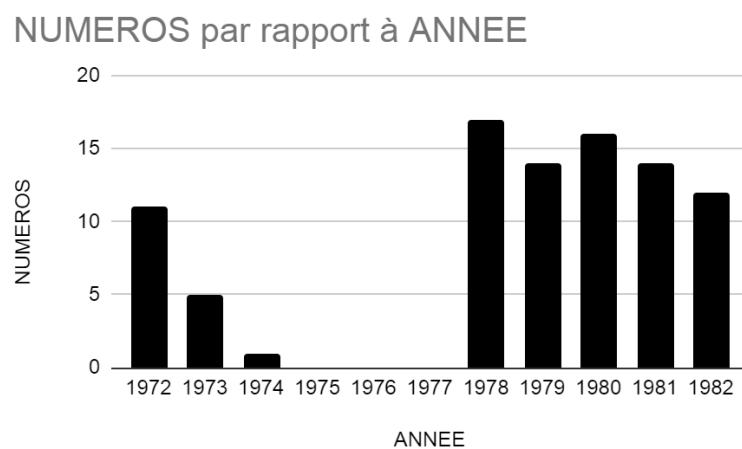
En deuxième partie, nous allons nous intéresser aux revendications et aux mobilisations des différents collectifs. Les revues, en tant qu'organe de communication du mouvement, font appel aux mobilisations en même temps qu'elles nous renseignent sur les mobilisations qui ont eu lieu. Nous allons explorer les mobilisations en tant que moyen de participation politique, et analyser le contenu des revendications. Cela nous permettra de déterminer dans quelle mesure et par quels moyens les acteurs souhaitent participer à la modification du régime dans un premier temps, et à la construction de la démocratie ensuite.

Enfin, dans une troisième partie, nous allons explorer la place des commentaires sur la politique intérieure dans les différentes revues. Dans quelle mesure le régime franquiste et le processus de démocratisation sont-ils critiqués dans les publications ? Le discours à propos de ceux-ci évolue-t-il ? Quelles différences observe-t-on selon les revues, collectifs, acteurs, et moments de la période ?

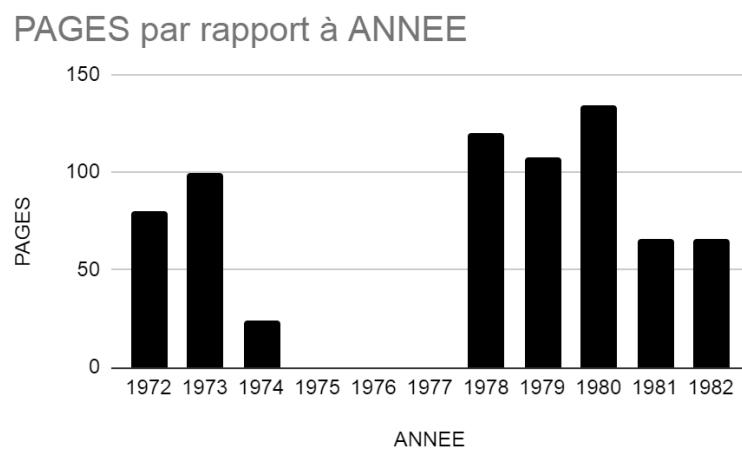
Etude de cas

1. Ecrire, publier : la trajectoire et la chronologie des revues militantes

Dans cette première partie nous allons nous intéresser au lien chronologique entre le contexte politique et la trajectoire des 5 revues. Cela nous permettra de saisir une vue d'ensemble des publications. Nous allons nous servir de graphiques en barres afin de rendre plus visuelle la chronologie des publications.



Trois périodes se sont dégagées lors de cette première analyse chronologique : tout d'abord, entre 1972 et 1974, seule la revue *AGHOIS* existe. Puis, nous observons une période de trois ans pendant laquelle il n'y a aucune publication. Enfin, à partir de 1978 et jusqu'en 1982, les publications semblent devenir régulières et surtout, leur nombre augmente considérablement. C'est pendant cette période que sont publiées *La Pluma*, *Debat Gai*, *Lambda* et la revue du GLAL.



Cependant, lorsqu'on observe l'évolution du nombre de pages par année, on remarque qu'entre 1980 et 1981 le nombre de pages publiées diminue considérablement, puis reste stable en 1982. On peut imaginer ainsi distinguer une troisième période à partir de 1981, où le nombre de publications reste assez important mais dont l'étendue est limitée.

1.1. *AGHOIS*, une exception

“Tout ce qui est relatif à *AGHOIS* présente un caractère pionnier dans son contexte, mais aussi une aire d'exception, puisque celle-ci fut la seule publication éditée dans le but d'être diffusée publiquement avant la mort de Franco”, écrivent Trujillo y Berzosa, spécialistes du mouvement LGBT espagnol, dans leur article “Estética de la clandestinidad”³³.

AGHOIS est la seule revue gay publiée pendant le Franquisme. Étant éditée illégalement et considérée comme de la propagande illégale, son impression et distribution se font de manière clandestine et sous les contraintes que cela implique.

La revue est créée suite à la présentation aux Cortes franquistes, du projet de loi de dangerosité et réhabilitation sociale (LPRS), à la fin de l'année 1969. Dans ce projet de loi, l'homosexualité en soi est condamnable, et non seulement les “actes d'homosexualité”. Armand de Fluvia et Francesc Francino se mobilisent alors contre ce projet de loi, envoient des lettres aux évêques de la Conférence épiscopale espagnole et à la revue française *Arcadie* afin d'obtenir un soutien international³⁴.

C'est grâce au soutien *d'Arcadie d'ailleurs* que la revue *AGHOIS* sera créée. A partir du numéro 4 de la revue, il est indiqué qu'il s'agit d'un supplément d'*Arcadie*, et l'adresse postale de la revue française est utilisée³⁵.

Dans les premiers numéros de la revue, il est indiqué qu'elle est imprimée à Perpignan puis envoyée en Espagne. En réalité, elle est imprimée chez Armand de Fluvia, avec un miméographe acheté clandestinement, puis envoyée à des jours différents aux souscripteurs, dans des enveloppes fermées, comme s'il s'agissait d'une lettre³⁶.

En septembre 1972, la revue atteint les 80 souscripteurs³⁷. Des pressions institutionnelles mettent fin à la collaboration entre *Arcadie* et *AGHOIS* à partir de mars 1973. Le préfet de Paris interdit à Baudry l'édition de la revue espagnole. L'éditeur suédois

³³ Trujillo y Berzosa, p.184

³⁴ Armand de Fluvia, p.47-48

³⁵ Ibid. p.52

³⁶ Ibid. p.53

³⁷ Ibid. p.55

Michael Holm prend le relais afin que la revue continue à être éditée après cette date, et l'adresse du National Gay Task Force de New York est utilisée³⁸.



Aghois, 12, décembre 1972. Couverture³⁹.

1.1.2. L'évolution du nombre de publications et de pages

La publication d'AGHOIS est très régulière. A partir de janvier 1972, elle est publiée tous les mois jusqu'en décembre de la même année. Dans le numéro 12 de la revue, il est annoncé que la revue deviendra bimensuelle : "Deux raisons de poids nous y obligent : l'apparition mensuelle représentait, pour les personnes qui doivent vivre de leurs occupations professionnelles, une accumulation de travail insoutenable, et, d'autre part, la localisation à Paris des services d'AGHOIS, nous empêche un contact plus fréquent avec nos lecteurs"⁴⁰. Suivant ce qui a été promis, à partir de 1973, la revue est publiée tous les deux mois.

Dans le même numéro, il est écrit que le nombre de pages des numéros publiés à partir de 1973 sera plus important, et que la qualité intellectuelle des publications sera meilleure. En ce qui concerne le nombre de pages, les trois premiers numéros de l'année seront en effet beaucoup plus longs que les numéros précédents, allant jusqu'à 24 pages chacun.

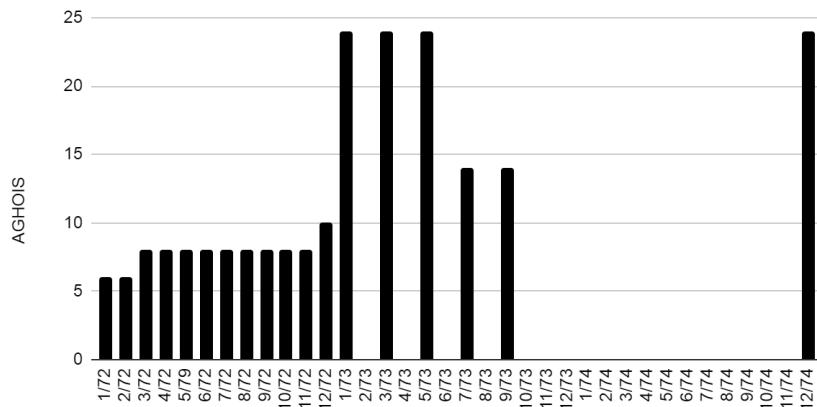
³⁸ Ibid. p.56

³⁹ La plupart des numéros d'AGHOIS n'ont pas de couverture.

⁴⁰ "Frente a un nuevo año", *AGHOIS*, 12, décembre 1972, p.2

AGHOIS

Pages par rapport aux mois



Le nombre de pages diminue ensuite, en juillet et septembre 1973, mais reste assez important, avec 14 pages chacun. Le dernier numéro d'AGHOIS, daté de "janvier-décembre 1974", contient 24 pages également.

1.1.3. La fin d'AGHOIS

Pendant une des réunions du MELH, chez Armand de Fluvia, celui-ci reçoit un appel de l'inspecteur de police Juan Creix, qui essaie de se faire passer pour quelqu'un d'intéressé par la revue.

En décembre 1973, Baudry envoie une lettre à Armand de Fluvia pour lui communiquer que le Ministère des Affaires Étrangères espagnol et Interpol sont au courant de l'existence de la revue. C'est à ce moment-là que la revue commence à être envoyée depuis Stockholm.

Selon Armand de Fluvia, la fin de la revue est due au fait que l'envoi depuis la Suède était très lent et compliqué⁴¹. Les auteur.ices de la revue n'ont jamais été poursuivi.e.s pour celle-ci. Cependant, les précautions prises afin d'éviter la répression mènent donc à la fin de la publication.

1.2. L'essor des publications militantes après la mort de Franco

Dès 1976, on observe en Espagne un nouvel essor de la presse, et cela même avant la suppression de la loi de 1966. De nouveaux journaux et revues apparaissent, agissant comme s'il n'y avait plus de censure. Pourtant, la loi de presse s'applique encore, et certain.e.s

⁴¹ De Fluvia, op. cit. p.61

journalistes seront condamné.e.s pour leurs publications⁴². En Espagne, les premières revues LGBT surgissent pendant cette période : les madrilènes du FLHOC publient la revue *La ladilla loca*, les basques d'EHGAM publient *Gay Hotsa*. En Catalogne, la première revue à être publiée est celle de l'Institut Lambda, dont le numéro 1 paraît en janvier 1978. En mars/avril est publié le numéro 1 de *Debat Gai* (FAGC), et en avril paraît le premier numéro de *La Pluma* (CCAG).

On observe un important décalage entre les premières mobilisations et les premières publications : le FAGC est créé dès le mois de décembre 1975, juste après la mort du dictateur. L'Institut Lambda est créé en 1976, et très vite est loué un local dans le centre ville afin de servir de lieu d'information, de socialisation et de documentation pour le collectif gay et lesbien. En 1977, la première manifestation LGBT a lieu à Les Rambles.

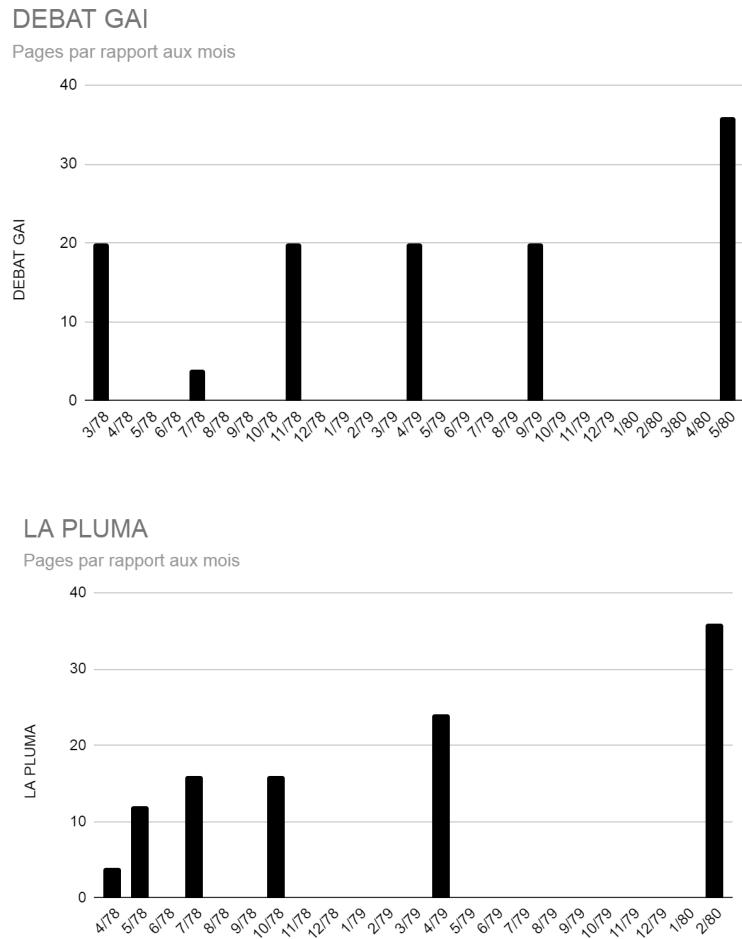
Entre décembre 1975 et janvier 1978, le mouvement LGBT a donc été très actif dans la ville de Barcelone. Pourtant, aucune revue n'est publiée durant cette période. Les militant.e.s étaient peut-être trop occupé.e.s dans la rue pour se mettre à écrire ? Quels étaient les organes de communication des collectifs avant l'apparition des revues qui nous concernent ? Peut-être qu'il a existé d'autres revues qui n'ont pas été conservées dans les archives ? Malheureusement notre ensemble documentaire ne nous permet pas de répondre à ces questions.

On observe par la suite l'apparition quasi simultanée de trois revues, début 1978 : l'Institut Lambda, le FAGC et la CCAG publient leurs premiers numéros à quelques mois d'intervalle. Chamouleau, dans son article “Militancias gays descuartizadas”, établit un lien entre les Pactos de la Moncloa, signés en octobre 1977, et des dissidences au sein du FAGC qui mènent début 1978 à la scission de la CCAG⁴³. Suite aux premières élections démocratiques, qui ont lieu le 15 juin 1977, le président du gouvernement Adolfo Suarez réunit entre le 25 et 27 octobre 1977 les principaux partis politiques, les associations patronales et les syndicats afin de stabiliser le processus de démocratisation. C'est le début de la période du consensus. Dès le 28 octobre, des membres du FAGC proposent de s'aligner sur les Pactos de la Moncloa, ce contre quoi certain.e.s s'opposent catégoriquement. En mars 1978, la CCAG est créée par des anciens membres du FAGC.

⁴² C'est le cas de Lidia Falcon, directrice de *Vindicacion Feminista*. Falcon, L. “La revista Vindicacion Feminista (1976-1979)”, dans Osborne, R. *Mujeres bajo sospecha*, p. 384

⁴³ “Ya a finales de octubre de 1977, al día siguiente de ser firmados los Pactos de la Moncloa, el acta de una reunión del FAGC muestra disensos dentro del colectivo gay: uno propone “alinearse sobre los resultados de los Pactos de la Moncloa”, grajeándose las protestas de otros. (...) La escisión se da en abril de 1978, cuando del FAGC sale el grueso de las filas, incómodas con la política de quienes dirigen el FAGC –Armand de Fluvia, Jordi Petit– cada vez más próxima a la línea eurocomunista del PSUC, y se agregan en la Coordinadora de Col·lectius d'Alliberament Gai (CCAG)” Chamouleau, B. (2018) p.7

L'apparition simultanée du premier numéro de *Debat Gai*, revue du FAGC, et du premier numéro de *La Pluma*, de la CCAG, nous paraît répondre à ces divergences. Les deux collectifs, en opposition, cherchent à communiquer leurs points de vue respectifs. D'ailleurs, les deux revues ont une trajectoire très similaire. Les diagrammes qui suivent nous permettent de les comparer :



Les deux revues ont un total de 6 numéros. Mise à part leur apparition simultanée, les deux collectifs publient un numéro le même mois, en Juillet 1978, puis à un mois d'intervalle en octobre et novembre 1978, puis le même mois à nouveau en avril 1979.

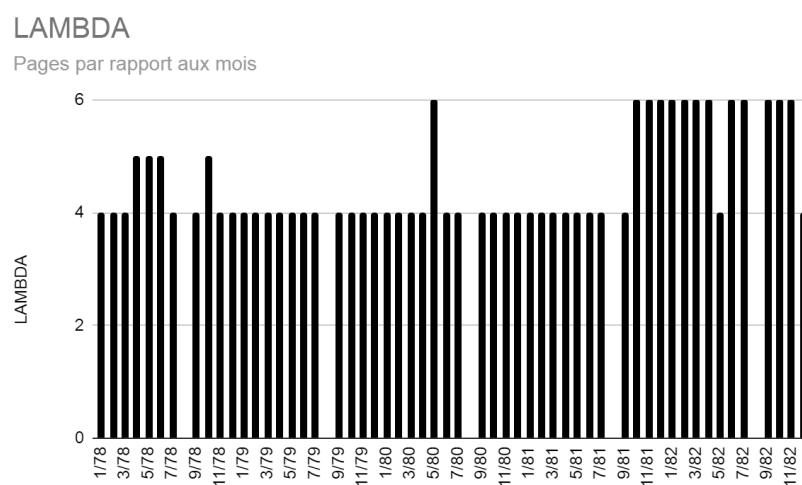
Dans les deux cas, le nombre de pages de leurs publications est beaucoup plus important que celui des autres revues de notre corpus, avec une moyenne de 20 pages pour *Debat Gai* et de 18 pages pour *La Pluma*. Les deux revues ont publié un seul et dernier numéro de 36 pages, en février 1980 pour *La Pluma*, et en mai de la même année pour *Debat Gai*.

1.2.1. Le bulletin informatif de l’Institut Lambda

L’Institut Lambda est créée le 5 octobre 1976⁴⁴. Entre 1976 et 1977, l’Institut publie trois numéros d’une publication intitulée “Temas monograficos de sexología”. En janvier 1978 est publié le premier numéro de leur revue, qui se définit comme étant un “bulletin informatif mensuel”. Il s’agit d’une publication très modeste, comprenant entre 4 et 6 pages par numéro, avec des informations concernant principalement les actions du collectif : les réunions, les publications, les conférences et activités à venir, ainsi que les ouvrages rajoutés à la collection et disponibles pour consultation dans les locaux de l’Institut. Comme il s’agit d’une organisation à caractère culturel, on trouve dans le bulletin des critiques de films, livres et pièces de théâtre concernant l’homosexualité.

Dans le premier numéro de la revue, en janvier 1978, les auteurs affirment qu’il s’agit du “premier informatif homosexuel” publié en Espagne. L’importance de ce genre de publications, notamment pour les homosexuels isolés, est soulignée afin de recruter des nouveaux adhérents à l’association.

Lors de la publication du premier numéro, l’Institut Lambda compte 123 adhérents, dont 6 femmes. 88 adhérents sont de Barcelone, 19 du reste de la Catalogne, et le reste d’autres régions d’Espagne à l’exception de 2 adhérents français et 1 anglais⁴⁵. Deux années plus tard, en novembre 1980, l’Institut compte désormais 204 adhérents⁴⁶. En mai 1981, le chiffre se stabilise à 204⁴⁷.



⁴⁴ “Presentacion”, *Lambda*, 1, janvier 1978, p.1

⁴⁵ Ces chiffres sont publiés par l’Institut Lambda dans le premier numéro de la revue.

⁴⁶ “Cuantos somos en Lambda”, *Lambda*, 35, novembre 1980, p.2

⁴⁷ “Quants som a Lambda?”, *Lambda*, 41, mai 1981, p.2

La publication de la revue est très régulière : elle est publiée tous les mois, à l'exception du mois d'août, et elle fait toujours 4 ou 6 pages. Parfois, une page de poèmes est ajoutée au bulletin (ce qui correspond aux 4 numéros de 5 pages).

Cette régularité a été atteinte grâce au modeste nombre de pages de chaque numéro. *Lambda* est la seule revue de notre ensemble qui a continué à être publiée après 1982, et elle existe encore aujourd'hui, même si le format a énormément changé depuis.

1.2.2. *Debat Gai*

Le premier numéro de *Debat Gai* n'est pas daté, mais a été publié au plus tôt en mars 1978⁴⁸. Dans l'éditorial, *Debat Gai* se revendique dans la continuité d'*AGHOIS* : “avec ce premier numéro de *Debat Gai*, nous reprenons tout l'esprit de lutte de notre première revue, éditée les dernières années de dictature. On fait référence à *AGHOIS*, le bulletin du MELH, lequel, en deux années d'existence et 18 numéros, a posé la première pierre dans les luttes des gais de l'Etat espagnol”⁴⁹.

Cependant, et à la différence d'*AGHOIS*, la publication de *Debat Gai* est très irrégulière. Le premier numéro n'est pas daté mais a été publié vers mars 1978, et le deuxième apparaît en novembre 1978, donc environ 7 mois plus tard. En Juillet 1978, entre le numéro 1 et le numéro 2, est apparu un “extra” de 4 pages dédié aux événements du mois de juin. Les numéros 3 et 4 apparaissent à des intervalles de 5 mois, puis le numéro “Especial 0 segona época” apparaît en 1980. Ce dernier numéro, non daté également, a sûrement été publié en juillet⁵⁰, donc 10 mois après le numéro précédent.

Chaque numéro contient divers articles et illustrations et ce en grand nombre. Un travail très important se cache derrière chaque édition. Les auteur.ice.s sont nombreux.ses et participent à la rédaction de façon irrégulière. Tout cela peut expliquer le manque d'uniformité dans le rythme de publication.

1.2.3. *La Pluma*

La Pluma est créée très peu après la création de la CCAG, la Coordinatrice de Collectifs pour la Libération Gay. La revue est pensée en tant qu'organe de communication collectif pour les différents groupes qui font partie de la Coordinatrice.

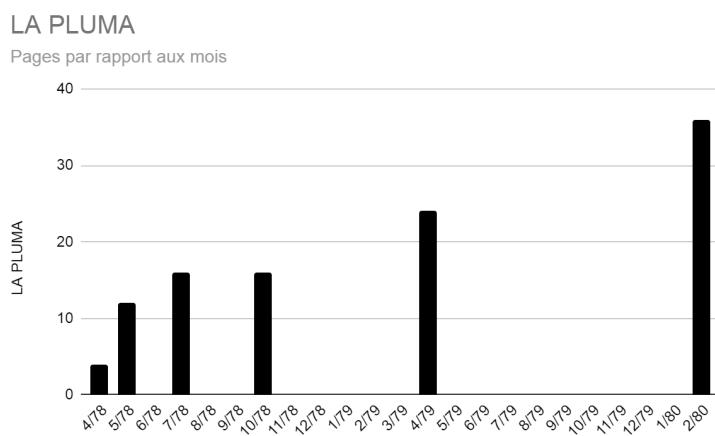
⁴⁸ Dans une note suite à l'éditorial, il est fait mention de la “récente” scission de la CCAG, qui a lieu en mars 1978. Le numéro a donc été publié après cet événement, donc vers la fin du mois de mars ou en avril 1978.

⁴⁹ “Editorial”, *Debat Gai* 1, circa mars 1978, p. 2

⁵⁰ Dans le deuxième éditorial, il est fait mention des mobilisations de juin.

Comme pour *Debat Gai*, comme nous l'avons vu, la publication de *La Pluma* est très irrégulière. La moyenne des intervalles entre un numéro et le suivant est de 4 mois, mais en réalité cette intervalle augmente progressivement au fil des publications : le premier et le deuxième numéro sont publiés à un mois d'intervalle seulement, puis s'écoulent deux mois avant le numéro suivant, puis 3, puis 6, et enfin 10 mois avant la publication du dernier numéro.

Cette progression s'accompagne à son tour d'une croissance dans le nombre de pages de la revue : le premier numéro est très bref, il compte 4 pages seulement. Le dernier, le plus long, en compte 36.



1.2.4. La revue du GLAL

L'existence de la revue du GLAL est assez brève. Comme pour le FAGC, on observe tout d'abord un décalage entre la création du collectif et la parution du premier numéro de la revue : Le GLAL, Groupe de Lutte pour la Libération de la Lesbienne, est créé en février 1979⁵¹. En Juin 1979, le GLAL organise la marche des fiertés en collaboration avec le FAGC. Le numéro 0 de la revue est publié en juin 1980, soit 16 mois après la création du collectif.

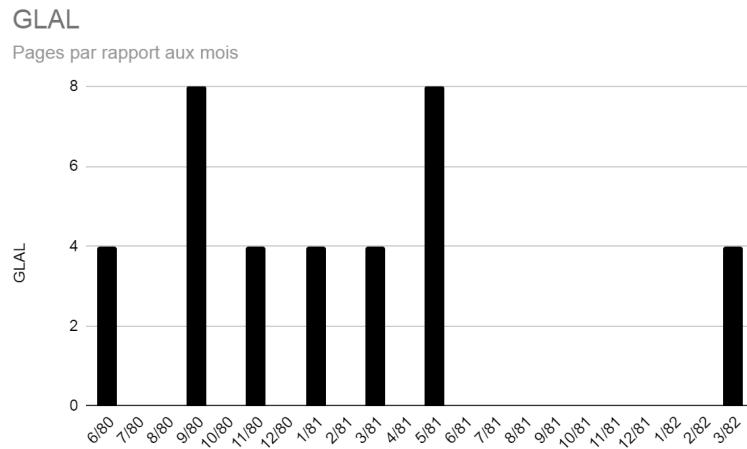
La publication du numéro 0 du GLAL est annoncée dans le bulletin de l'Institut Lambda : “Le Groupe de Lutte pour la Libération de la Lesbienne a d'ores et déjà le numéro zéro de son organe d'information. Dans son éditorial on signale l'importance de la participation des femmes dans la célébration de la Journée des Fiertés Gay, en faisant appel particulièrement aux femmes appartenant aux groupes féministes”⁵²

Après une courte pause estivale, le deuxième numéro est publié en septembre 1980. La publication est régulière mais brève : 5 numéros sont publiés les uns après les autres à des

⁵¹ “Editorial, 20 aniversario de la fundacion del GLAL”, *GLAL*, 4, mars-avril 1981, p.1

⁵² “Noticies : Numero cero de GLAL”, Lambda, 30, juin 1980, p.3

intervalles de deux mois. Puis, la revue disparaît suite au numéro 5, et un dernier numéro est publié 10 mois plus tard, en mars 1982.



Les numéros de la revue du GLAL sont très brefs et contiennent peu d'illustrations. La plupart font 4 pages, à l'exception des numéros 1 et 5, de 8 pages chacun. La dernière page est souvent consacrée au calendrier de l'association, avec les dates et lieux des activités à venir et des résumés des activités passées.

1.3. La fin de *La Pluma*, *Debat Gai* et la revue du GLAL

Nous avons observé, dans les cas de *La Pluma*, *Debat Gai* et la revue du GLAL, une similitude en ce qui concerne la fin des trois revues : dans les trois cas, un dernier numéro est publié, bien après les autres. Dans les cas de *La Pluma* et *Debat Gai*, ce dernier est beaucoup plus long que les numéros précédents.

En ce qui concerne *La Pluma* et la revue du GLAL, nous pensons que cette disparition des publications est étroitement liée à la disparition des collectifs, laquelle survient après un ralentissement de l'activité militante. Le dernier numéro de *La Pluma* est publié en février 1980, et en juillet 1980 il est affirmé dans le bulletin de l'Institut Lambda que la CCAG a disparu⁵³.

En ce qui concerne la revue du GLAL, en lisant l'éditorial du dernier numéro, il paraît évident qu'il y a eu des conflits internes au sein du collectif au cours de l'année écoulée. Nous n'avons pas de détail concernant la nature de ces conflits, mais ils ont mené les rédactrices de la revue à reconstruire le besoin et/ou l'utilité de l'existence d'un collectif lesbien :

⁵³ "Editorial: buen cierre de curso", *Lambda*, 31-32, juillet-août 1980, p.1

“Est-ce nécessaire d'avoir un groupe organisé pour la défense de nos droits ? Peut être que la lutte peut être menée individuellement (...). Cependant, le bon sens le plus élémentaire nous dit qu'une personne seule et isolée se fait rapidement avaler par le Système. L'union paraît donc nécessaire, mais, quelle genre d'union ?”⁵⁴

Dans le cas de *Debat Gai*, même si le FAGC ne disparaît pas (le collectif existe encore aujourd’hui), le ralentissement de l’activité militante se fait sentir également, non seulement dans la trajectoire des publications, mais aussi dans les articles. Le cas de *Debat Gai* est particulièrement intéressant, puisque le dernier numéro de la revue est spécialement différent du reste : pour la première fois il est déposé légalement, et la directrice et les coordinateurs d'édition sont indiqués dans la légende. Le *Debat Gai Especial Numero 0* se veut le premier d'une nouvelle époque, et pourtant ce sera le dernier.

⁵⁴ “Editorial”, *GLAL*, 6, mars-avril 1982, p.1

2. Mobiliser, se mobiliser : les acteurs, leurs revendications et leurs modes d'action

Dans cette partie nous allons étudier les revendications et les mobilisations des différents collectifs. Dans les revues, les différents collectifs font appel à la mobilisation, et cela à travers un argumentaire revendicatif : ils expriment les raisons de la mobilisation, ainsi que les modes d'action à suivre. De plus, suite aux mobilisations, les auteurs font le bilan des événements. Il ne s'agit pas de bilans objectifs, bien au contraire, les articles qui portent sur les mobilisations passées sont orientés, le plus souvent en vue des mobilisations futures.

Nous allons nous demander en quoi les revendications et les modes d'action expriment ou non une volonté de participer à la vie politique du pays : exprime-t-on, pendant la première partie de notre période, une volonté de modifier le régime ? Dans quelle mesure, et par quels moyens ? En ce qui concerne la deuxième partie de notre période, nous allons approfondir l'étude des divergences entre les différents collectifs, lesquelles portent principalement sur les revendications et les modes d'action. Souhaite-t-on participer à la construction de la nouvelle démocratie ? Par quels moyens ?

2.1. Les principales revendications

2.1.1. La critique de la Loi de dangerosité et réhabilitation sociale (LPRS)

Comme nous l'avons vu, le Movimiento Espanol de Liberacion Homosexual (MELH) naît en réponse à la modification de la LPRS en 1970. Il n'est donc pas surprenant que cette loi soit critiquée dans les pages de leur revue, *AGHOIS*. Dans le numéro 4 de la revue, paru en avril 1972, l'auteur de l'article “L'homophile face à la loi” écrit :

“Dans ce projet de loi il était déclaré que ceux qui “soient prouvés homosexuels” sont des dangers sociaux, c'est-à-dire, par le simple fait d'être. Une si arbitraire et injuste dénomination, d'une façon d'être naturellement, en soi, a suscité chez nous une forte inquiétude, y compris parmi les homosexuels”⁵⁵.

Dans cet article anonyme l'auteur⁵⁶ exprime clairement une opposition face à cette nouvelle loi. L'homosexualité est justifiée par un argument naturaliste, sans revendiquer pour autant une identité gay.

⁵⁵ “El homofilo ante la ley”, *AGHOIS*, 3, avril 1973, p.3

⁵⁶ Puisqu'il n'y avait aucune femme au sein du MELH à cette date, on sait qu'il s'agit d'un auteur et non d'une autrice.

On observe cependant que la critique des lois n'apparaît qu'à partir du numéro 3, en mars 1972, et que la critique de la LPRS n'apparaît qu'à partir du numéro suivant. De plus, cet article est globalement plus informatif que revendicatif : son but est d'informer les lecteurs des différentes lois qui peuvent leur être appliquées en tant qu'homosexuels.

D'ailleurs, dans l'article, il est affirmé qu'il "est évident que, avec tous ces prérequis, il sera difficile qu'un homophile normal, correct et avec du bon sens, puisse être déclaré socialement dangereux par un juge"⁵⁷ et que "l'on considère approprié que la prostitution masculine soit poursuivie, puisque, souvent, elle est à l'origine de délits, et que ceux qui l'exercent, dans la plupart des cas, ne sont même pas homosexuels"⁵⁸.

Les auteurs sont pleinement conscients de l'application pratique de cette loi, soulignée par Huard dans sa thèse sur la répression des homosexuels pendant le franquisme : les principales victimes de la LPRS sont les homosexuels des classes populaires, alors que ceux des classes supérieures ne subissent quasiment jamais de répression.

Cette perspective évolue considérablement au cours des mois de publication de la revue. Plusieurs auteurs, dont Armand de Fluvia lui-même⁵⁹, ont souligné le rôle d'Amanda Klein⁶⁰ dans l'évolution idéologique du MELH, et en conséquent de la revue *AGHOIS*. Seule lesbienne à avoir intégré le MELH, Amanda Klein apporte une perspective marxiste et féministe au collectif.

Dans le numéro 17 d'*AGHOIS*, vers la fin de l'année 1973, le privilège des homosexuels bourgeois est critiqué : "Il serait intéressant de dénoncer les homophiles de la haute bourgeoisie, qui couvrent leurs scandales grâce à leurs relations et leurs moyens financiers, pendant que ce privilège est nié aux autres homophiles à qui on offre en cadeau des amendes, pertes d'emploi, peines de prison, etc."⁶¹.

Cependant, *AGHOIS* évite toujours de critiquer trop frontalement le régime politique existant. Dans le numéro 6, l'on écrit : "Lorsqu'on affirme que dans un pays en particulier il y a une atteinte à ce droit (naturel), il ne faut pas comprendre que *AGHOIS* critique le régime politique et social. Ce n'est pas notre objectif. La vie nous a appris que l'intolérance sexuelle n'est pas le patrimoine d'une seule classe sociale ou régime politique"⁶². L'auteur de ces lignes généralise le problème de l'homophobie en évitant de critiquer le régime franquiste en

⁵⁷ Op. cit. *AGHOIS*, 3, p.4

⁵⁸ Ibid.

⁵⁹ Armand de Fluvia est le créateur d'*AGHOIS*. Il a écrit *El moviment gai a la clandestinitat del franquisme*, qui porte sur cette période.

⁶⁰ "Amanda Klein" est un pseudonyme. Nous ne connaissons pas le "vrai" nom de cette personne, puisqu'elle a souhaité rester anonyme.

⁶¹ Antinorma, "Les homofilos revolucionarios", *AGHOIS*, 17, septembre 1973, p.9

⁶² "Editorial", *AGHOIS*, 6, juin 1972, p.2

particulier. La critique de la LPRS ne doit donc pas porter atteinte au régime dans son ensemble.

Cette position modérée est visiblement critiquée par certains lecteurs, ce à quoi les auteurs de la revue répondent en juin 1972 que “*AGHOIS* souhaite se situer dans un difficile juste milieu”⁶³. Mais cette position évolue avec la radicalisation de la revue, et dans le numéro 11, un article porte le nom de “La justice nous déclare la guerre”.

2.1.2. La fin de la dictature et la modification de la LPRS

La mort du dictateur ne met pas fin à la LPRS. La modification de cette loi devient, dès la création du FAGC, le principal objectif du mouvement LGBT. La principale revendication de la première manifestation des fiertés, en 1977, est la suppression de celle-ci.

Depuis le début de la transition la situation des homosexuels en Espagne a évolué : les moyens de communication parlent du sujet, des nombreux bars s'affichent ouvertement gais... Dans l'éditorial du deuxième numéro du bulletin *Lambda*, les auteurs expriment un réel optimisme concernant l'évolution des moeurs et des droits des homosexuels : “Dans l'année qui suit d'importants événements auront lieu concernant la libération des relations humaines et, en particulier, de l'homosexualité. Il a été présenté à la *Comision de las Cortes* un projet de Loi introduit par le groupe socialiste PSOE, se référant à la modification de la Loi de Dangerosité Sociale, et il paraît que le Projet du Gouvernement sur le même sujet comportera l'exclusion de l'homosexualité comme sujet au sein du texte de loi”⁶⁴.

La loi de 1970 est modifiée en janvier 1979, soit presque une année plus tard. Les homosexuels ne seront plus condamnés par celle-ci, et depuis cette date l'homosexualité n'est plus pénalisée en tant que telle. Cela est célébré dans les publications, et est considéré comme la première grande victoire du mouvement gay, et en particulier du FAGC.

Dans l'éditorial du numéro 13 de *Lambda*, il est affirmé que sans les revendications des homosexuels, les gays n'auraient pas été exclus de cette loi. Pourtant, l'abrogation de la loi n'a pas été obtenue, seulement sa modification.

Les militant.e.s de la CCAG sont les premièr.e.s à souligner que la répression étatique de l'homosexualité continue, malgré la modification de la LPRS. Dans le numéro 4 de *La Pluma*, daté d'avril-mai 1979, Olegaria écrit que “la répression vient à peine de commencer”. L'auteur.ice écrit, dans un article intitulé “Avec moins de loi et plus de raids” : “Il paraît que

⁶³ Ibid.

⁶⁴ “Editorial”, *Lambda*, 2, février 1978, p.1

l'Etat a décidé d'en finir avec le *mariconeo*⁶⁵ bas de gamme, et en même temps de faire la promotion du *mariconeo* de haute classe⁶⁶. Olegaria explique que les zones de drague publique, fréquentées par les gays de classe populaire, sont en train de disparaître à cause de la forte présence policière. Cela comprend la gare routière (Estació del Nord), Plaça Catalunya, Còdols, et toute la zone du Raval et Barri Xino (Distrito V).

Au mois de juin, la manifestation convoquée par le GLAL et le FAGC a comme principale revendication l'opposition à “toutes les normes et lois qui évoquent la sexualité”. Dans le bulletin 18 de l'Institut Lambda, on explique que les articles 431, 432 et 452 bis du Code Pénal sont utilisés afin de réprimer l'homosexualité, bien que celle-ci n'y soit pas mentionnée⁶⁷. Pourtant, il n'y a pas, ni dans *Lambda* ni dans *Debat Gai*, la perspective de classe qu'on retrouve dans *La Pluma*. Les revendications se basent sur les textes de loi principalement, et non pas sur les effets de celles-ci sur les homosexuels des classes populaires.

2.1.3. La légalisation du FAGC

L'importance de la légalisation des collectifs apparaît dès 1973 dans le numéro 14 d'*AGHOIS*. Dans un article sur les organisations gays de Dinamarque, il est fortement signalé que la Ligue nationale des homosexuels de Dinamarque (Forbundet AF 1948) est une organisation “reconnue et enregistrée légalement”⁶⁸. *AGHOIS* est créée dans la clandestinité, ce qui impose de fortes limites à l'organisation, aux modes d'action et de communication. Cela rend beaucoup plus difficile le recrutement de nouveaux membres et l'élargissement du mouvement. Cette situation, à notre avis, explique l'importance de la légalité chez les militant.e.s du MELH d'abord, puis du FAGC.

La revendication de la légalisation du FAGC apparaît dans nos revues dès novembre 1978, dans le numéro 11 de *Lambda*⁶⁹ et le numéro 2 de *Debat Gai*⁷⁰.

Dans le communiqué du FAGC publié dans le bulletin Lambda, la légalisation est revendiquée dans un double but : d'une part, cette légalisation permettra “l'ampliation et consolidation des libertés démocratiques”. La légalisation du FAGC doit ainsi garantir les libertés d'expression et d'association au sein du nouveau régime démocratique. D'autre part,

⁶⁵ Le mot “mariconeo” est une dérivation de “maricon”, équivalent de “pédé” en français. Il décrit “le fait d'être pédé” ou “l'action d'être pédé”.

⁶⁶ Olegaria, “Con menos ley y más redadas”, *La Pluma*, 4, avril-mai 1979, p.3

⁶⁷ “Contra todas las normas y leyes que reprimen la sexualidad”, *Lambda*, 18, juin 1979, p.1

⁶⁸ Ahmed el Turco, “Noticia de Dinamarca”, *AGHOIS*, 14, marzo-abril 1973, p.18-19

⁶⁹ “Gais a por el derecho de asociación: legalización del FAGC”, *Lambda*, 11, novembre 1978, p.2

⁷⁰ “La legalització del FAGC o la consciència d'una lluita”, *Debat Gai*, 2, novembre 1978, p.2-3

la campagne en faveur de la légalisation permettra une plus grande diffusion des questions gay, permettant ainsi sa normalisation. Pour cela, le FAGC fait appel aux organisations des jeunes, des femmes et des ouvriers, afin de “porter dans les quartiers, les usines, les facultés et instituts le débat idéologique et les revendications [des homosexuels]”. Il est affirmé que leur lutte est politique, solidaire du mouvement ouvrier et révolutionnaire.

Dans l'article publié dans *Debat Gai* sur la légalisation du FAGC, les auteurs se différencient du premier mouvement gay, lequel est qualifié de “petit-bourgeois” et critiqué pour leur “programme purement légaliste”⁷¹. La légalisation est une façon de “profiter du besoin du capitalisme de se donner une image démocratique, et en profiter pour développer notre lutte, laquelle est principalement idéologique, et de ce fait très limitée tant qu'elle devra rester clandestine”⁷².

Selon l'auteur.ice de cet article, la légalisation doit être un moyen, et non pas une fin en soi. Elle doit permettre une plus grande diffusion des idées révolutionnaires. L'expérience de la clandestinité est utilisée en tant qu'argument, ce qui peut s'expliquer par les années de mobilisation sous le franquisme. Cependant, bien que le FAGC ne soit pas reconnu légalement, leurs actions et réunions ne sont plus vraiment clandestines, et leur militantisme ne subit généralement pas de répression dans les années de transition. Bien que la manifestation de Juin 1978 ait été interdite à Barcelone, elle a été autorisée dans les autres grandes villes espagnoles.

Enfin, le dernier argument qui est avancé en faveur de la légalisation, est que celle-ci permettra à l'organisation d'agir au sein des institutions et avec des moyens de communication monopolisés par les classes dominantes⁷³. Bien que le mouvement veuille se revendiquer révolutionnaire, la stratégie privilégiée est donc celle de la réforme légale.

La première demande de légalisation du collectif est refusée par le gouvernement, sur la base des articles 431 et 432 du Code Pénal, relatifs au “Scandale Public”. En Janvier 1979, dans l'éditorial de Lambda, on écrit que cela montre bien que le gouvernement considère que l'homosexualité est illégale⁷⁴. En Avril 1979, dans le troisième numéro de *Debat Gai*, il est écrit que, en refusant la légalisation du FAGC, le gouvernement nie aux homosexuels leur droit d'association.

⁷¹ Ibid. p.2

⁷² Ibid. p.3

⁷³ Ibid. p.3

⁷⁴ “Editorial”, *Lambda*, 13, janvier 1979, p.1

Pourtant, dès le mois de mai le FAGC est reconnu par la mairie de Barcelone comme une "entité citoyenne"⁷⁵. Début 1980, avec la réforme du Code Pénal, le concept de "mœurs publiques" est supprimé. Le 26 Juillet 1980 Armand de Fluvia et Jordi Petit, principaux activistes du FAGC, sont reçus par le ministre de l'intérieur. Celui-ci promet la légalisation du collectif⁷⁶. Le FAGC est ainsi légalisé en 1980, ce qui, à côté de la modification de la LPRS, devient une grande victoire pour le mouvement⁷⁷.

2.2. La diversité des acteurs : les divergences internes

2.2.1. La scission de la CCAG

Le 5 mars 1978, lors de la Vème assemblée du FAGC, une trentaine de militant.e.s⁷⁸ décide de quitter le front afin de créer la Coordinatrice de Collectifs pour la Libération Gay (CCAG). La CCAG doit être une plateforme pour l'organisation de collectifs autonomes, créés dans les différents quartiers de la ville, ou selon des problématiques différentes (jeunesse, enseignement, marginalisation...)⁷⁹.

Le même jour, le Collectif de Lesbiennes (CLB) communique leur séparation du FAGC, afin de s'organiser indépendamment des organisations masculines⁸⁰, mais en restant en collaboration avec le Front. En novembre le CLB disparaît, et en février 1979 est créé le Groupe de Lutte pour la Libération de la Lesbienne (GLAL), qui continue leur collaboration avec le FAGC et organise en juin la marche des fiertés avec celui-ci.

Le FAGC se définit dès sa création en 1976 comme un groupe radical d'orientation marxiste. Cependant, et comme nous l'avons vu, leurs mobilisations se centrent très rapidement sur la légalisation du collectif et la suppression de la LPRS. Trujillo et Berzosa écrivent que "le développement du militantisme par la voie des bureaux et les réformes légales [...] n'a pas convaincu les intégrants les plus radicaux, qui finirent par s'en séparer et créer la CCAG".

Une deuxième divergence a également motivé cette scission : pour les membres de la CCAG le militantisme révolutionnaire pour la libération sexuelle devait comporter également

⁷⁵ "Noticies. El FAGC reconocido como entidad ciudadana por el ayuntamiento barcelonés", *Lambda*, 17, mai 1979, p.2

⁷⁶ "Editorial: buen cierre de curso", *Lambda*, 31-32, juillet-août 1980, p.1

⁷⁷ La légalisation du collectif a été fêtée à de nombreuses reprises : en 1983 sont fêtés les 3 ans de légalisation, et même en 2010 on célèbre les 30 ans !

⁷⁸ "Noticias nacionales", *Lambda*, 4, avril 1978, p.4

⁷⁹ "Funcionamiento", *La Pluma*, 1, avril 1978, p.1

⁸⁰ Ibid.

des dimensions "esthétiques et ludiques"⁸¹, lesquelles étaient minimisées voire exclues au sein du FAGC, car "peu sérieuses" et "non politiques". Cela amène à des fortes divergences concernant le rôle du travestissement, des travestis et des trans au sein du mouvement.

Pour la CCAG, les travestis sont des agents révolutionnaires⁸², alors que le FAGC reprend les arguments de certaines féministes, affirmant que le travestissement est une pratique sexiste, qui ridiculise la féminité et objectifie la femme. Le premier collectif trans d'Espagne est créé au sein de la CCAG : il s'agit du Collectif de Travestis et Transsexuels, et des réunions sont programmées tous les mardis à 18h⁸³. Dès le numéro 2 de *La Pluma*, des articles sont consacrés à la question trans et à l'oppression subie par les travestis et trans. Pour la première fois est dénoncée la non-reconnaissance du changement légal de sexe pour les personnes trans⁸⁴. Samantha, autrice de plusieurs articles sur la question trans et fondatrice du Collectif de Travestis et Transexuels, décrit les personnes trans comme étant celles qui "ne s'identifient pas avec leur sexe génétique de naissance"⁸⁵. Mis à part l'utilisation du terme "sexe génétique", cette définition est extrêmement similaire à celle qui est utilisée aujourd'hui pour définir le collectif trans dans son ensemble.

La question des divergences entre les deux collectifs se reflète dans les deux revues dès leur apparition. Dans le premier numéro de *Debat Gai*, il est fait mention de la scission de la CCAG (sans mentionner le nom du nouveau collectif). Dans *La Pluma*, les auteur.ice.s considèrent que le FAGC n'existe plus en tant que tel, et que ceux qui utilisent ces sigles ne sont pas représentatifs du mouvement gay dans son ensemble ni du collectif qui existait avant la scission. Lors de l'assemblée du 5 mars, les militantes qui quittent le collectif avaient d'abord demandé la dissolution du FAGC.

A partir de cette date, on observe de fortes divergences dans les mobilisations organisées par les deux organisations. C'est le cas en juin 1978, comme nous le verrons dans la partie qui suit, mais aussi en juin 1979⁸⁶. A partir d'octobre 1979, le FAGC, le GLAL et l'Institut Lambda se réunissent afin de créer une organisation unificatrice du mouvement gay catalan⁸⁷. La CCAG n'en fera pas partie.

⁸¹ Trujillo y Berzosa, op. cit. p.185

⁸² Ibid.

⁸³ "Col.lectiu de travestis", *La Pluma*, 2, Juillet-Août 1978, p.2

⁸⁴ Samantha, "El colectivo de travestis y transexuales", *La Pluma*, 2, p.12

⁸⁵ Ibid.

⁸⁶ "Qué fue el junio rosa 1979", *Lambda*, 19-20, juillet-aout 1979: "Paralelamente a esta manifestación que fue convocada por el FAGC y el GLAL y apoyada por más de 30 organizaciones, entidades y asociaciones, unas 200 personas intentaron manifestarse por Les Rambles siendo violentamente dispersadas por las FOP. Los incidentes en Les Rambles duraron cerca de tres horas.", p.2

⁸⁷ "Noticies : reunió de les organitzacions del moviment gai a Catalunya", *Lambda*, 22, octobre 1979, p.2

2.2.2. “Cuando algunos piden la legalización, algo nuestro se integra”

La CCAG s’oppose aux revendications de légalisation dès le début. Cette opposition est clairement exprimée dans le numéro 4 de *La Pluma*, en avril-mai 1979 : pour les membres de la CCAG, la question de la légalisation réduit au silence d’autres problèmes plus urgents des homosexuels, tout en jouant le jeu des institutions bourgeoises oppressives et cherchant la normalisation de l’homosexualité au sein du système. En demandant sa légalisation, le FAGC essaie de devenir le “seul interlocuteur valable face à l’Etat, en niant ainsi l’autonomie du mouvement”⁸⁸.

Pour la CCAG, d’autres revendications devraient être prioritaires. Dans cet article, il est fait mention de la LPRS, du Code Pénal, des libertés sexuelles dans la Constitution, mais aussi des raids policiers et de la répression dans la rue.

L’idéologie de la CCAG est ainsi nettement différente de celle du FAGC et de l’Institut Lambda, avec des divergences importantes en ce qui concerne les objectifs et revendications du mouvement, et où l’autonomie du mouvement et des différents collectifs est considérée comme primordiale.

2.2.3. Le GLAL : les lesbiennes en quête de leur place au sein des mobilisations

Les lesbiennes ont une place particulière dans le mouvement LGBT, à l’intersection avec le mouvement féministe. Les membres du GLAL sont pleinement conscientes de cette situation, et affirment que la lutte des lesbiennes se situe entre les deux, puisque la lesbienne subit une double oppression “d’abord car elle est femme, ensuite car elle est lesbienne”⁸⁹.

Bien que la séparation du collectif de lesbiennes du FAGC se soit faite à l’amiable, dans l’éditorial du numéro 0 du GLAL il est fait mention des difficultés qu’elles ont rencontrées avec les hommes gays : “La lesbienne diffère énormément de l’homme homosexuel, dans ses façons d’agir, problèmes et styles de vie. Cela, combiné à la problématique de l’oppression de la femme, rendent difficiles la communication, la compréhension et les relations avec les camarades homosexuels”.

Les lesbiennes du GLAL conservent une volonté de mobilisation conjointe, aux côtés des féministes et des hommes gays, mais la création d’un groupe autonome leur permet de s’organiser sur leurs problématiques spécifiques. De plus, alors qu'à l'intérieur du FAGC elles étaient invisibilisées derrière les hommes gays, la création de leur propre collectif leur donne une plus grande visibilité.

⁸⁸ “Cuando algunos piden la legalización, algo nuestro se integra”, *La Pluma*, 4, avril-mai 1979, p.17

⁸⁹ “Editorial”, GLAL, 0, juin 1980, p.1

2.3. Les modes d'action

2.3.1. Les modes d'action sous le franquisme

Pendant la période franquiste le MELH s'organise dans la clandestinité. Des réunions sont organisées dans des appartements privés, où il faut rentrer individuellement afin de ne pas attirer l'attention⁹⁰. Il s'agit avant tout de groupes de débat et réflexion, la principale action du collectif étant la publication du bulletin.

Ce n'est que dans le numéro 16 de la revue que l'on trouve un article concernant les modes d'action du mouvement pour la libération sexuelle. Il s'agit d'un article de René Guyon, qui a été traduit en espagnol⁹¹. Une sous-partie de l'article porte pour titre "Comment atteindre les réformes libératrices"⁹².

L'auteur commence par affirmer que les "prosexuels" doivent s'entendre en tant que force sociale, en tant que groupe. L'identité collective apparaît donc au centre du mouvement social. Ensuite, Guyon insiste sur l'importance des bibliothèques et lieux de culture, dans lesquels on doit pouvoir y trouver tout ce qui est interdit par la culture dominante.

L'auteur parle également de l'importance de la propagande, en affirmant que "la plus grande propagande est celle réalisée par les faits : vivre indépendamment et selon ses convictions, ce qui est toujours très honorable". Enfin, la lutte contre les lois répressives apparaît comme une priorité dans le texte, bien que les moyens à mettre en œuvre contre ces lois ne soient pas décrits.

Ainsi, pour Guyon, comme pour les éditeurs d'*AGHOIS*, la lutte doit être à la fois individuelle et collective, ce qui doit permettre un changement progressif dans les mœurs et les lois et aboutir à la libération sexuelle.

Nous avons déjà noté une forte évolution idéologique dans la revue, par la suite de l'intégration d'Amanda Klein au MELH. Cette évolution apparaît également lorsqu'on étudie les modes d'action préconisés dans les pages d'*AGHOIS*.

Dans le numéro 17, publié fin 1973, un article signé sous le pseudonyme Antinorma et avec pour titre "Les homophiles révolutionnaires"⁹³ critique la société bourgeoise, le capitalisme, le mythe de l'homme fort et la répression homophobe. En ce qui concerne les modes d'action, il est écrit : "nous lutterons coude à coude avec nos alliés révolutionnaires,

⁹⁰ De Fluvia, op. cit. p.50

⁹¹ Nous allons nous servir de la version traduite, que nous allons re-traduire au français, afin d'analyser le texte qui se trouve dans la revue et non pas le texte original.

⁹² René Guyon, "Los derechos humanos y la denegación de libertad sexual. Como conseguir las reformas liberadoras", *AGHOIS*, 16, juillet-août 1973, p.3

⁹³ Antinorma, "Les homofilos revolucionarios", *AGHOIS*, 17, septembre 1973, p.9

sans accepter de compromis avec la société actuelle. Nous refusons la violence comme mode d'action, mais si la bourgeoisie utilise contre nous son appareil répressif, nous rendrons cette violence à ceux qui s'en sont servis, comme dernier moyen afin de sauver nos droits et libertés. (...) Les militants des mouvements homophiles révolutionnaires sont les alliés des autres mouvements révolutionnaires et acceptent de travailler, dès maintenant, avec eux (...) pour la destruction du système capitaliste et l'instauration d'un système vraiment socialiste".

Pour Antinorma, la libération sexuelle doit avoir lieu avec la chute du capitalisme, et cela dans un contexte de révolution globale, de lutte de classes. Si Guyon s'opposait aux puritains, la bourgeoisie est désormais pointée du doigt comme principal ennemi. La collaboration avec les autres groupes révolutionnaires (travailleurs, féministes ?) apparaît essentielle. La répression institutionnelle est dénoncée, et elle justifie pour l'auteur.ice l'utilisation de la violence.

Bien que cet article ne soit pas représentatif de la pensée de l'ensemble des militant.e.s du MELH, il exprime un courant de pensée qui sera très présent dans notre période, celui des militant.e.s LGBT d'extrême gauche (marxistes, anarchistes) qui rejoignent en grand nombre le FAGC en 1976, puis qui s'organisent pour certains dans la CCAG, , alors que d'autres restent autonomes, en dehors de ces collectifs.

Ces deux articles sont les seuls où, dans un total de presque 200 pages de revue, il est fait mention des modes d'action à mettre en oeuvre pour la libération "homophile"⁹⁴. La plupart des articles sont informatifs, et n'appellent pas explicitement à la mobilisation. De plus, on n'y trouve aucune information sur les actions du MELH. Cela s'explique largement par le contexte politique du début des années 1970, où la simple publication du bulletin était illégale. La revue reste donc très modérée afin d'éviter une plus grande attention des institutions de l'Etat.

2.3.2. Les mobilisations pendant la transition

La situation change radicalement à partir de la période de transition. Dès les premières publications, les mobilisations deviennent un thème central : on décrit les mobilisations qui ont eu lieu, on prépare les mobilisations futures, on fait appel à la mobilisation. Bien que ce ne soit pas le seul rôle des revues (les articles théoriques, les critiques littéraires et cinématographiques, ainsi que les actualités nationales et internationales sont très présentes),

⁹⁴ La revue utilise systématiquement le terme "homophile", les termes "homosexuel" ou "gay" ne sont jamais employés.

les publications sont l'instance de communication des collectifs militants : elles servent donc à informer sur leurs actions.

Dans le numéro 7-8 de *Lambda*, publié en juillet-août 1978, on décrit les actions qui ont eu lieu pendant le mois de juin. “A nouveau, juin s'est habillé en rose. Cette fois-ci, dans tout l'Etat espagnol.”⁹⁵. Des rencontres sont organisées dans les associations de voisins afin de parler de la question gay et d'appeler à manifester, des affiches sont collées dans les grandes villes, des flyers sont répartis dans les bars et lieux de rencontre gay⁹⁶. La première manifestation LGBT a lieu à Barcelone en 1977. A partir de cette date, tous les mois de juin les militantes organisent une nouvelle manifestation.

Les collectifs se mettent à organiser des fêtes revindicatives également, qui servent de lieu de rassemblement des militant.e.s et des personnes qui soutiennent le mouvement. En raison du troisième anniversaire du FAGC, et en faveur de la légalisation du collectif, est organisée le 16 décembre une fête au Palau dels Esports de Barcelona, qui réunit entre 6.000 et 7.000 personnes selon le bulletin numéro 12 de l'Institut Lambda⁹⁷.

Comme pour les affichages, les inscriptions à la bombe (*pintadas*) sont souvent utilisées par les militant.e.s afin de faire appel aux mobilisations. Les campagnes d'affichage et *pintadas* peuvent être considérées comme des actions en soi. Bien qu'elles ne soient pas souvent mentionnées dans les revues, on peut imaginer qu'elles étaient fréquentes pendant la période qui nous concerne.

Dans *La Pluma* numéro 1, le Collectif de Délinquance et Margination écrit un bref article sous le titre “Pintadas”, afin d'informer de l'action du 13 mai : “des membres de la CCAG ont réalisé des nombreux tags dans les arrêts de métro de Catalunya, Diagonal, Gral, Mola et Sagrera, ainsi que dans les ghettos homosexuels (Barri Xino y Gràcia). Cela avait été réalisé antérieurement à Mollet et Granollers⁹⁸. Les tags informent de la mise en demeure de cinq travestis de Bilbao, et exigent l'arrêt des raids, l'abolition de la LPRS, la fin de la répression, le droit à disposer librement de son corps, de s'habiller et se parer comme on veut”⁹⁹.

Dans le numéro 5 de la revue du GLAL, nous avons des informations sur les actions des féministes, qui réalisent des inscriptions également dans la ville de Barcelone, pour le droit d'avortement libre et gratuit. Est décrite une *pintada* face à la cathédrale, avec des

⁹⁵ “Noticias. diada internacional d'alliberament gai”, *Lambda*, 7-8, juillet-août 1978, p.2

⁹⁶ Ibid.

⁹⁷ “Reflexiones sobre una fiesta”, *Lambda*, 12, décembre 1978, p.1

⁹⁸ Mollet et Granollers sont des villes de la banlieue barcelonaise.

⁹⁹ “Pintadas”, *La Pluma*, 1, mai-juin 1978, p.1

dessins de femmes qui prennent l'avion vers Londres¹⁰⁰. On peut imaginer que les lesbiennes du GLAL aient participé à de telles actions, mais il se peut qu'elles en soient uniquement spectatrices.

2.3.3. 25 Juin 1978 : une journée, deux récits

La première manifestation de juin de l'Etat espagnol a lieu à Barcelone en 1977, à ce moment-là il n'y a pas de publications de revues militantes. Cependant, la manifestation est décrite et commémorée dans les différentes revues, et notamment en juin 1978, lors de la convocation de la deuxième manifestation. Dans l'éditorial du numéro 6 de *Lambda*, on affirme que la manifestation du 26 juin 1977 "sera à jamais la plus belle des manifestations pour la liberté dans notre pays"¹⁰¹. La manifestation de 1978 doit avoir lieu à Barcelone le 25 juin à 19h, mais elle est interdite par le Gouvernement Civile.

La manifestation a lieu malgré l'interdiction et réunit entre 8.000 et 10.000 personnes selon le bulletin de l'Institut. Cependant, face à l'interdiction de la manifestation, un groupe d'une vingtaine membres du FAGC s'enferme dans l'Église de Sant Miquel del Port, se déclarant en grève de la faim, pendant que d'autres militant.e.s font appel à la solidarité dans la rue, en demandant aux gens de signer le manifeste des grévistes¹⁰². Selon le bulletin de l'Institut, en même temps, la CCAG faisait une fête gay¹⁰³.

En fait, les récits sur cette journée de mobilisation divergent énormément. Dans le numéro 2 de *La Pluma*, nous avons beaucoup plus d'informations sur les événements de la manifestation, laquelle est seulement mentionnée dans *Lambda* et *Debat Gai*. Selon les militant.e.s de la CCAG, la manifestation a lieu paisiblement malgré l'interdiction, et les participant.e.s s'organisent collectivement et de façon autonome. Les partis politiques qui avaient affiché leur soutien à la manifestation ne se sont pas déplacés.

Selon *La Pluma*, lors des premières agressions policières, les militant.e.s du FAGC font appel à la démobilisation et quittent la manifestation. La manifestation continue malgré cela. Dans leur article, la CCAG critique la grève de la faim du FAGC (qui concerne selon leur article 15 personnes), en disant que ce type d'actions "ne renforce pas le mouvement, mais au contraire l'affaiblit, (...) [car elles partent du principe que] le soutien écrit des

¹⁰⁰ "Sigamos aquí en Barcelona....." *GLAL*, 5, mai-juin 1981, p.3

¹⁰¹ "Editorial", *Lambda*, 6, juin 1978, p.1

¹⁰² "Noticias. Diada internacional d'alliberament gai", *Lambda*, 7-8, juillet-août 1978, p.2

¹⁰³ Ibid.

organisations réformistes (...) est suffisant et indispensable pour atteindre nos objectifs concrets et globaux”¹⁰⁴.

Debat Gai publie un numéro extra après ces événements, de 4 pages, dédié exclusivement aux événements qui ont eu lieu en juin 1978. Sur la manifestation, l'auteur affirme que la participation a été plus importante qu'en 1977, et ne fait pas mention de la répression policière ni de la tentative de dissolution¹⁰⁵. En ce qui concerne la grève de la faim, la CCAG est fortement critiquée : “Dénoncer depuis leur fête gay que *la tancada* était une action reformiste et qu'il fallait sortir lutter dans la rue, nous paraît une diffamation pseudogauchiste, principalement quand leur fête avait lieu dans un endroit fermé, avec un permis et sans aucune sorte de lutte dans la rue”¹⁰⁶.

L'opposition entre les deux collectifs n'est donc pas uniquement idéologique, elle concerne également les modes d'action. La CCAG valorise l'action collective et autonome, et l'affrontement avec les agents répressifs de l'Etat, alors que le FAGC propose des actions centrées autour d'un petit nombre de militant.e.s afin d'obtenir le soutien d'un plus grand nombre de citoyens et ainsi devenir une force politique plus importante et pouvoir négocier avec les institutions d'Etat.

2.3.4. Le cas Ocaña : la question de la violence dans les mobilisations

Un mois plus tard, le 24 juillet 1978, une mobilisation spontanée a lieu dans Les Rambles suite à la détention musclée des artistes gay Ocaña, Nazario et Apollo. Le premier était travesti au moment de la détention. Les événements ont lieu pendant la verbena de sant Jaume, soirée de fête en Catalogne. Les nombreuses personnes présentes se sont opposées à cette détention en lançant des projectiles à la police municipale. Une manifestation réunit environ 500 personnes pendant une heure, selon le numéro 3 de *La Pluma*. Le 30 Juillet, une deuxième manifestation contre la Répression est organisée par la CCAG et le FAGC. Lors de celle-ci, des cocktails molotov sont lancés contre la police. 3 policiers auraient subi des brûlures graves.

Ces événements sont décrits dans *Lambda*, *La Pluma* et *Debat Gai*. Dans l'éditorial du bulletin de septembre 1978 de l'Institut Lambda, le lancement de cocktails molotov est déploré, et l'on affirme que ces actions “discréditent le mouvement gay”¹⁰⁷. Dans le numéro 3 de *La Pluma*, les cocktails molotov sont décrits comme étant “fâcheux”, mais l'article reste

¹⁰⁴ “Editorial : La autonomía del movimiento homosexual”, *La Pluma*, 2, juillet-août 1978, p. 3

¹⁰⁵ Lanis, “La mani”, *Debat gai extra*, juillet-août 1978, p.2

¹⁰⁶ Aloisios, “La tancada”, *Debat Gai extra*, juillet-août 1978, p.3

¹⁰⁷ “Editorial”, *Lambda*, 9, septembre 1978, p.1

très peu critique envers la violence militante : au contraire, il est dit que “les homosexuels ont démontré à l’Etat qu’on sait se défendre”, et que “la lutte ne finira que lorsqu’on en aura fini avec [les policiers], quand il n’y aura ni répression ni exploitation”¹⁰⁸.

Ainsi, alors que la violence est fortement critiquée par le FAGC et l’Institut Lambda, celle-ci est justifiée aux yeux des militant.e.s de la CCAG lorsqu’il s’agit d’une réponse à la répression institutionnelle.

2.3.5. L’intersectionnalité des luttes

Les mobilisations conjointes avec d’autres groupes sont très présentes pendant la période de transition. Les collectifs homosexuels participent ainsi aux journées de mobilisation féministe du 8 mars et à la manifestation ouvrière du 1er mai 1979.

Le FAGC soutient la manifestation du 8 mars 1979 convoquée par la Coordinadora Feminista. Dans le numéro 15 de *Lambda* il est écrit que “la lutte de la femme pour sa libération a beaucoup de points communs avec la lutte du gay pour la sienne, c’est pourquoi les mouvements féministes et gays rejoignent leurs forces dans la lutte contre tout ce qui porte atteinte à nos libertés”. Dans le numéro 17, paru en mai 1979, il est affirmé que lors de la manifestation du premier mai les membres du FAGC ont été reçus avec des applaudissements.

Dans l’éditorial du premier numéro de *Debat Gai*, l’on fait déjà mention des alliés du mouvement gay: “les mouvements féministes, les mouvements de jeunes, les mouvements radicaux, les partis ouvriers, les syndicats et autres organisations de classe, les mouvements de citoyens, etc”¹⁰⁹. Dans le numéro 4, on décrit les mobilisations qui ont eu lieu suite au licenciement d’un travailleur en raison de son homosexualité. Le syndicat de celui-ci contacte le FAGC, et ce fait est rendu public avec le soutien de tous les syndicats, un communiqué est publié et une rassemblement est organisé en face du bar qui a licencié le travailleur¹¹⁰. Ces événements sont, pour le FAGC “une nouvelle expérience de lutte” et permettent un rapprochement du front et des organisations ouvrières.

Enfin, la question de l’avortement, très présente dans les luttes féministes pendant la transition, apparaît également dans les revues des différents collectifs. En 1980, *La Pluma* publie un article intitulé “Si les hommes accouchaient l’avortement serait légal”, avec une

¹⁰⁸ “31 de julio: la lucha continua”, *La Pluma*, 3, octobre 1978, p.4

¹⁰⁹ “Editorial”, *Debat Gai*, 1, circa mars 1978, p.2

¹¹⁰ “Editorial, *Debat Gai*, 4, hiver 1979/1980, p.2

photographie de la pancarte du collectif pendant une manifestation : “Nous aussi on aurait avorté -CCAG”¹¹¹.

Les lesbiennes du GLAL, comme nous l'avons vu, soutiennent également le droit à l'avortement et décrivent les actions des féministes dans leur revue¹¹².

2.3.6. L'affectivité publique : une nouvelle forme de mobilisation

En avril-mai 1979 apparaît pour la première fois dans une des revues un appel à une nouvelle forme de mobilisation : les “besadas”, des rassemblements où les participant.e.s sont encouragé.e.s à s'embrasser entre eux.elles. Le premier collectif à faire appel à ce genre de mobilisation est la CCAG, dans le numéro 4 de leur revue *La Pluma* : “Face au sexism qui nous entoure, embrassons-nous dans la rue !”¹¹³.

Pendant l'été 1980, le FAGC et le GLAL convoquent leurs militant.e.s à “se promener dans la Rambla de Barcelona tout en démontrant leur affectivité en se tenant par la main, se câlinant et s'embrassant parmi les nombreux passants”¹¹⁴.

Le principe de cette forme de mobilisation se base sur la revendication de l'espace public, la rue, mais aussi sur la visibilisation de l'homosexualité à travers les démonstrations d'affection publiquement. Si l'homosexualité scandalise, sa visibilisation publique est un moyen idéal lorsqu'on veut faire parler de soi.

¹¹¹ “Si los hombres pariésemos el aborto sería legal”, *La Pluma*, 5, fevrier 1980, p.5

¹¹² “Sigamos aqui en Barcelona.....” *GLAL*, 5, mai-juin 1981, p.3

¹¹³ Jordi Barceloneta, “Frente al machismo que nos rodea, besémonos en la calle!”, *La Pluma*, 4, avril-mai 1979, p.19

¹¹⁴ “Editorial: buen cierre de curso”, *Lambda*, 31-32, juillet-août 1980, p.1

3. Parler politique : la critique politique dans les publications

Dans l'éditorial du premier numéro de *Debat Gai*, il est écrit qu'un des objectifs de la revue est le débat théorique et politique. Dans le deuxième numéro de la revue, l'on affirme que "la relation entre la politique et l'homosexualité est évidente"¹¹⁵.

Dans cette dernière partie, nous allons nous intéresser aux commentaires sur la politique intérieure dans les différentes revues. Dans quelle mesure le régime franquiste et le processus de démocratisation sont-ils critiqués dans les publications ? Le discours à propos de ceux-ci évolue-t-il ? Quelles différences observe-t-on selon les revues, collectifs, acteurs, et moments de la période ?

3.1. La critique du régime franquiste

3.1.1. AGHOIS : une discrimination qui dépasse les frontières

Nous l'avons vu, *AGHOIS* reste extrêmement modérée pendant toute la première année de publication. Bien qu'il y ait des articles consacrés à la LPRS et au Code Pénal, dans lesquels on demande la modification de ceux-ci, il n'y a pas de critique de l'Etat ou du régime dans son ensemble.

Que ce soit dit par conviction, ou tout simplement pour ne pas s'attirer d'ennuis pendant la période franquiste, les auteurs de la revue y écrivent que *AGHOIS* ne cherche pas à critiquer le régime et que "l'intolérance sexuelle n'est le patrimoine d'aucune classe sociale ou régime politique"¹¹⁶.

Cette idée est justifiée par les nombreuses influences internationales qui apparaissent dans la revue. Dans de nombreux pays occidentaux les homosexuels se rebellent contre la répression, présente aussi bien en France et aux Etats Unis qu'en Espagne. Dans les numéros 13 et 14 de la revue est publié le manifeste homosexuel de Carl Wittman, étasunien, qui critique la répression subie par les homosexuels dans son pays¹¹⁷. Dans le numéro 14, est publiée une longue critique de la déclaration des droits humains de 1948, et en particulier de l'article 9 où il est fait mention du respect des "moeurs"¹¹⁸.

La répression homophobe n'apparaît donc pas pour les rédacteurs d'*AGHOIS* comme une particularité du franquisme, mais comme étant pratiquement universelle, présente dans

¹¹⁵ Carles Carmen, "Els gais i la constitució, la postura del FAGC", *Debat Gai*, 2, novembre 1978, p.10

¹¹⁶ "Editorial", *AGHOIS*, 6, juin 1972, p.2

¹¹⁷ "El manifiesto homosexual de Carl Wittman", *AGHOIS*, 13, janvier-fevrier 1973, p.13-17 et 14, mars-avril 1973, p.1-6

¹¹⁸ "Los derechos humanos y la denegación de libertad sexual", *AGHOIS*, 14, mars-avril 1973, p.6

tous les types de régime. Ils réclament la proclamation de la liberté sexuelle en tant que liberté fondamentale, une revendication qui dépasse les frontières espagnoles.

3.1.2. Fin 1973, une évolution dans le discours d'*AGHOIS*

Comme nous l'avons vu, le discours d'*AGHOIS* change considérablement à partir de septembre 1973. L'intégration de nouveaux.elettes militant.e.s, plus radicales, dans le MELH explique en grande partie cette évolution.

Dans le numéro 17 du bulletin, un article est publié sous le titre “Les pédés se rebellent” et est signé sous le pseudonyme Gorria. Le dictateur Franco a 81 ans, sa santé se dégrade et sa mort est imminente. La crise du régime se fait sentir, ce qui est clairement reflété dans l'article. Gorria fait une forte critique de l'Etat Espagnol, du manque de libertés, de l'infantilisation des citoyens. On y parle de révolution, de bourgeoisie, de répression, de lutte de classes...¹¹⁹

Dans le même numéro, un article signé par Antinorma porte le titre “Les homophiles révolutionnaires”. Le capitalisme y est pointé du doigt en tant que source de l'oppression des homosexuels. Antinorma dénonce la société et la morale bourgeoise, critique le fascisme, la répression franquiste, et les homosexuels qui adhèrent au régime : “est curieuse l'attraction singulière de certains homophiles pour les doctrines fascistes. Ce phénomène peut être expliqué de la manière suivante : il existe deux catégories d'homophiles, en première place ceux qui acceptent la répression comme un état de faits définitif, et en deuxième, ceux qui pendant toute leur vie n'arrêteront pas de la combattre”¹²⁰.

Dans le dernier numéro d'*AGHOIS* est publié le texte lu par le MELH dans le Congrès International des Droits des Homosexuels, qui a eu lieu entre les 18 et 22 décembre 1974 à Édimbourg. Pour la première fois le régime franquiste est décrit avec le mot “dictature” dans la revue, et le régime est comparé à ceux de l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste. Le MELH fait une description critique et détaillée de l'évolution du régime franquiste, l'ouverture progressive, le début du tourisme... Et il est fait mention de l'assassinat de Carrero Blanco, événement révélateur de la crise du régime¹²¹.

Franco n'est pas encore mort, mais on s'attend à sa mort imminente: à son âge avancé, sa santé se dégrade et ses apparitions se font de plus en plus rares. La question de

¹¹⁹ Gorria, “Las mariconas se rebelan”, *AGHOIS*, 17, septembre-octobre 1973, p.8

¹²⁰ Antinorma, “Los homófilos revolucionarios”, *AGHOIS*, 17, septembre-octobre 1973, p.9

¹²¹ “Informe del MELH leído en el congreso internacional de los derechos de los homosexuales celebrado en edimburgo (escocia), los días 18 a 22 de diciembre 1974”, *AGHOIS*, 18, janvier-décembre 1974, p.1

l'après-Franco se pose déjà, ce qui apparaît dans le texte : “Un apparent processus de libéralisation a commencé, avec l'objectif d'amplifier la base populaire du régime et la continuation de celui-ci après la mort du général Franco”¹²².

Pour la première fois dans la revue, le mouvement homosexuel apparaît clairement lié au mouvement anti-franquiste: “Nous affirmons ici que les revendications des homosexuels espagnols doivent s'intégrer dans celles du peuple espagnol, afin que leurs droits en tant qu'hommes et citoyens leurs soient reconnus. La transformation politique en Espagne est la seule source d'espoir pour les homosexuels espagnols”¹²³. Le régime franquiste apparaît ainsi, pour la première fois en 1974, comme étant incompatible avec la libération homosexuelle.

3.1.3. La critique de la dictature pendant la Transition

Le thème de la récente dictature n'apparaît pas souvent dans les revues publiées à partir de 1978. Nous avons pu trouver tout de même quelques mentions de celle-ci.

Dans le numéro 15 du bulletin de l'Institut Lambda, publié en mars 1979, un article décrit la manifestation féministe du 8 mars et critique la répression que les manifestant.e.s ont subi pendant celle-ci. L'auteur.ice décrit “des flashballs en forme de balles, des coups, des courses... comme pendant les meilleures années du franquisme”¹²⁴. La comparaison avec le franquisme est utilisée ici pour critiquer l'Etat “démocratique” post-franquiste.

Dans l'éditorial du numéro 23, publié en novembre 1979, on critique le pape Jean Paul II, dit Wojtyla, suite aux déclarations homophobes de celui-ci. “Tant que l'idée et le sentiment du péché se maintiennent, l'ordre établi reste en sûreté. Tant que le système nous fait internaliser la répression, (...) le système se renforce. L'officialité catholique paraît connaître très bien ce concept. Le fascisme aussi”¹²⁵. Bien qu'il ne s'agisse pas ici du régime franquiste en tant que tel, cet extrait nous a paru très intéressant de par sa similarité avec l'extrait précédent. Ici, la comparaison avec le fascisme est utilisée pour critiquer l'église catholique. Au sein des publications militantes, la nature du franquisme comme du fascisme ne fait plus débat, il s'agit d'ennemis à combattre lorsqu'ils sont présents, et tout ce qui y ressemble est fortement critiqué. En fait, la comparaison même avec ceux-ci devient une critique très puissante.

¹²² Ibid.

¹²³ Ibid.

¹²⁴ “El movimiento gay con el movimiento feminista”, *Lambda*, 15, mars 1979, p.1

¹²⁵ “Editorial”, *Lambda*, 23, novembre 1979, p.1

3.2. Les gays et la démocratie

Si la mort du dictateur a été accueillie avec optimisme et enthousiasme de la part des militant.e.s anti-franquistes, très vite le processus de démocratisation est perçu comme trop limité ou insuffisant : c'est ce qu'on appelle, en espagnol, la période du "desencanto", désenchantement. L'institutionnalisation éloigne la population de l'activité politique : c'est le cas, par exemple, pour les mouvements de voisins, qui perdent leur protagonisme après la création des mairies démocratiques.

Dans le numéro 2 de *Debat Gai*, publié en novembre 1978, l'on affirme que "bien que la consolidation de la démocratie dans le pays comportera des améliorations pour les personnes gay, ce changement ne sera pas en profondeur"¹²⁶.

C'est dans *La Pluma*, de la CCAG, que la démocratie est le plus critiquée. Dans le numéro 2 de la revue, dans un article critique envers le FAGC, on affirme que les revendications de celui-ci "ne dépassent jamais le cadre de la démocratie bourgeoise"¹²⁷.

Dans *Debat Gai* l'on exprime l'idée selon laquelle la démocratie est quelque chose de bien, mais pas suffisant, dans *La Pluma* celle-ci apparaît comme une nouvelle forme d'institutionnalisation de la violence.

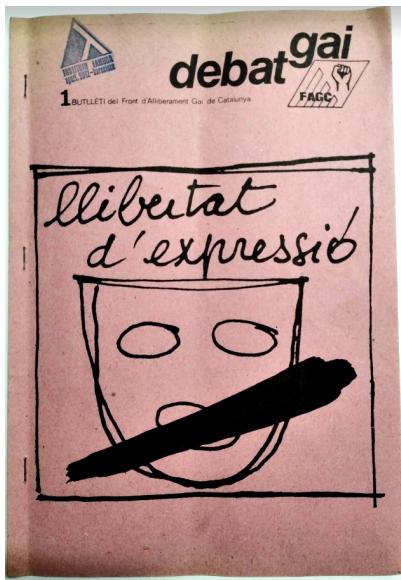
3.2.1. Les gays pour la liberté d'expression et la liberté d'association

En 1977, la compagnie de théâtre Els Joglars est poursuivie pour sa pièce *La torna*, ce qui mène à une forte mobilisation pour la liberté d'expression en Catalogne.

L'affiche qui est créée en faveur de la liberté d'expression et en soutien d'Els Joglars apparaît en couverture du premier numéro de *Debat Gai*, et est également reproduite dans les pages de *La Pluma* et du bulletin *Lambda*.

¹²⁶ "La legalització del FAGC o la consciència d'una lluita", *Debat Gai*, 2, juillet-août 1978, p.3

¹²⁷ "Cap on va el FAGC?", *La Pluma*, 2, juillet-août 1978, p.14



Dans l'éditorial du numéro quatre du bulletin *Lambda*, publié en avril 1978, l'on souligne la relation entre la liberté d'expression et les libertés de réunion, d'association et de manifestation : "Pour nous [les gays] ces quatre libertés, qui nous sont niées, sont étroitement liées"¹²⁸. Dans le numéro cinq du bulletin, une annonce informe de la vente des affiches de la campagne "llibertat d'expressió", dont les fonds collectés iront à la compagnie Els Joglars¹²⁹.

La revendication de la liberté d'association est très présente dans les revues, en particulier dans celles du FAGC et de l'Institut Lambda. Cette revendication accompagne la demande de légalisation du FAGC. Dans le *Lambda* numéro 11, l'on écrit que la demande de légalisation des collectifs "soulève la lutte pour l'ampliation et consolidation des libertés démocratiques"¹³⁰.

Les luttes pour les libertés d'association et d'expression cherchent donc à garantir l'instauration d'un régime vraiment démocratique.

Suite au refus du gouvernement à la demande de légalisation du FAGC, Armand de Fluvia, sous son pseudonyme Roger de Gaimon, critique dans le troisième numéro de *Debat Gai* le gouvernement d'UCD (Union de Centro Democratico). Celui-ci est accusé d'être "néo-franquiste"¹³¹, accusation qui, à nos yeux, interroge la qualité de la nouvelle démocratie. A nouveau, la comparaison avec le franquisme est utilisée afin de critiquer, cette fois-ci, le gouvernement. Il n'y a pas dans la revue une critique du nouveau régime dans son ensemble pour autant.

¹²⁸ "Editorial", *Lambda*, 4, avril 1978, p.1

¹²⁹ "Están a la venta en nuestros locales...", *Lambda*, 5, mai 1978, p.4

¹³⁰ "Gais a por el derecho de asociación: La legalización del FAGC", *Lambda*, 11, novembre 1978, p.2

¹³¹ Roger de Gaimon, "El govern ens nega el dret d'associació", *Debat Gai*, 3, avril 1979, p.1

3.2.2. Les critiques de la constitution de 1978

La demande de légalisation du FAGC doit servir également, selon l'article publié dans le numéro 2 de *Debat Gai*, à mettre en question l'effectivité de la Constitution en ce qui concerne les luttes LGBT: “puisque dans son texte on ne fait pas référence explicitement au droit à la liberté sexuelle ni au droit de ne pas être discriminés pour son orientation sexuelle, nous devons voir si ceux qui doivent l'interpréter se sentent ou pas obligés à considérer que ces libertés en font partie”¹³².

Dans le même numéro de la revue est publié un article intitulé “Les gays et la constitution : la position du FAGC”, signé par Carles Carmen. Le 6 décembre doit avoir lieu le référendum constitutionnel, afin que les Espagnols votent pour ou contre le nouveau texte de Constitution. C'est pourquoi les collectifs expriment leur avis vis-à-vis du texte. Dans son article, Carles Carmen critique l'ambiguïté du texte en ce qui concerne la non discrimination des personnes, ainsi que la non-reconnaissance de la liberté sexuelle et la liberté de disposer de son propre corps. Il fait mention, également, de la question du divorce et l'avortement.

L'auteur affirme que “dans l'ensemble, le texte transmet l'idée d'une société fortement hiérarchisée et conservatrice, avec quelques touches libérales d'aspect formel, mais immobiliste du point de vue social et en particulier sexuel”¹³³. En conséquence, le FAGC refuse la Constitution, mais “laisse liberté aux militants afin qu'ils votent en conscience propre”¹³⁴ et ne participe dans aucune campagne concernant celle-ci.

Dans le même numéro, un deuxième article concerne l'avis des organisations féministes vis-à-vis de la Constitution. Dans celui-ci, plus radical, il est écrit que la Coordinatrice des Organisations Féministes de l'État Espagnol a déclaré leur refus de la Constitution, la considérant “sexiste et antidémocratique”, et a demandé à toutes les femmes de voter “non” au référendum constitutionnel. Sont critiquées “la perpetuation et protection de la famille patriarcale, la protection de l'éducation privée et religieuse au détriment de l'éducation publique, laïque et gratuite, et, enfin, que celle-ci ne prépare explicitement l'incorporation réelle de la femme dans le monde du travail, dans les mêmes conditions que l'homme”¹³⁵.

Dans le numéro 1 de *La Pluma* est publié un article sous le titre “L'homosexualité face à la constitution”. Dans celui-ci, l'auteur.ice est beaucoup plus critique vis-à-vis du

¹³² “La legalització del FAGC o la consciència d'una lluita”, *Debat Gai*, 2, novembre 1978, p.3

¹³³ Carmen, Carles, “Els gais i la Constitució : la postura de FAGC”, *Debat Gai*, 2, novembre 1978, p.10

¹³⁴ Ibid.

¹³⁵ “Las Organizaciones Feministas en contra de la Constitución”, *Debat Gai*, 2, novembre 1978, p.15

nouvel Etat, affirmant que le nouveau régime démocratique est une farce et que la Constitution n'est pas démocratique. Sans faire une analyse détaillée du texte constitutionnel, l'auteur.ice écrit que la Constitution "ne servira qu'à légaliser l'apparence démocratique d'un système répressif et autoritaire, afin de justifier une plus grande répression envers tout ce qui sort du cadre de la constitution"¹³⁶. Pour l'auteur.ice, la nouvelle Constitution "sera une épée de Damoclès sur nos têtes et celles de tous les opprimés et exploités"¹³⁷.

Dans l'article de *La Pluma*, il n'est même pas question de voter "oui" ou "non" au référendum : la lutte doit se porter dans la rue, et non pas dans les urnes. Croire que le nouveau système dit démocratique permettra aux homosexuels d'accéder à la liberté serait tomber dans le piège de la bourgeoisie.

Dans le numéro 10 du bulletin *Lambda*, publié en octobre 1978, l'abstention est fortement critiquée. Pour l'auteur.ice de l'éditorial, même si la Constitution sera approuvée dans tous les cas ("cela ne fait aucun doute"¹³⁸), en tant que gays il faut voter "non" au référendum, puisque la liberté sexuelle n'est pas reconnue par le texte. Iel affirme que "l'abstention seulement bénéficie les votants du oui"¹³⁹.

Comme le prévoyait l'auteur.ice de l'éditorial du bulletin *Lambda*, le projet de Constitution est approuvé avec un 92% de votes favorables et 67% de participation. A Barcelone, la participation est de 68%, avec 91% des votes en faveur du projet de Constitution.

3.2.3. Les gays et les élections

A partir de 1979, le sujet des élections revient dans certains des articles de *Lambda* et *Debat Gai*. Dans le numéro 14 du bulletin de l'Institut, l'on écrit sur les élections du 1er mars (Congrès de députés et Sénat) et du 3 avril (mairies). Toutes les deux sont considérées "de grande importance". Avec cet article, l'Institut fait appel à la participation des gays, en soutien des "partis qui dans leurs programmes soutiennent nos revendications, qui se soient engagés pour notre cause (...) et qui dans leur pratique aient prouvé qu'il ne s'agit pas seulement de mots, mais aussi de faits"¹⁴⁰.

Dans le numéro 25 du bulletin, l'on écrit sur les élections au Parlement catalan, qui doivent avoir lieu le 20 mars 1980. Pour la première fois en Espagne, les militants se

¹³⁶ "La homosexualidad ante la Constitucion", *La Pluma*, 1, mai-juin 1978, p.3

¹³⁷ Ibid.

¹³⁸ "Los gays ante la constitución", *Lambda*, 10, octobre 1978, p.1

¹³⁹ Ibid.

¹⁴⁰ "Marginación, partidos políticos, elecciones", *Lambda*, 14, février 1979, p.1

présentent aux élections en tant que gays. Pour Barcelone, se présentent Germà Pedra, fondateur de l’Institut et du FAGC, avec le PSC (Parti Socialiste Catalan); Jordi Petit, l’un des militants les plus influents au sein du FAGC, avec le PSUC (Parti Socialiste Unifié de Catalogne); Curro Collado, qui se présente avec la coalition Unité pour le Socialisme, et Armand de Fluvia, fondateur du MELH, qui intègre la liste de Nacionalistes d’Esquerra (Nationalistes de gauche). Une lesbienne se présente également aux élections avec Nacionalistes d’Esquerra, mais dans la ville de Tarragone¹⁴¹.

Dans l’article, cela est célébré comme étant une grande victoire du mouvement gay, obtenue après quatre années de militantisme et grâce aux alliances politiques que le mouvement gay a établi avec les partis de gauche.

Dans *La Pluma*, qui dénonçait dès son numéro 2 la “démagogie pseudogauchiste” et critiquait le “suivismus vers les partis politiques de gauche”¹⁴², les élections ne sont même pas mentionnées. Mais les auteur.ice.s de la revue se sont déjà bien exprimés à ce sujet : iels s’opposent fermement à la bureaucratisation du mouvement.

3.2.4. L’opposition à la démocratie bourgeoise

La revue qui a le discours le plus critique vis-à-vis de l’Etat est sans doute *La Pluma*. Dans la revue, la critique de la démocratie bourgeoise passe souvent par la critique du FAGC. C’est le cas dans l’article publié dans le numéro 2, “Vers où va le FAGC ?”, dans lequel l’auteur affirme que la démocratie bourgeoise est en fait une dictature¹⁴³.

La critique de la démocratie est beaucoup plus détaillée dans l’éditorial du numéro 3 de la revue : “Nous avons hérité du régime franquiste la Loi de Dangerosité Sociale et d’autres lois qui aujourd’hui, dans cette nouvelle démocratie que nos tuteurs politiques veulent nous imposer, restent encore appliquées. Nous héritons également les prisons, les peurs, les tabous... tout un ensemble de répression qui, aujourd’hui, au lieu de disparaître, est en train d’être rationalisé”¹⁴⁴.

Dans le même numéro, un deuxième article aborde le sujet, sous le titre “Démocratie, argh !”. De façon ironique, l’auteur critique la professionnalisation et institutionnalisation des causes politiques : “maintenant les exploités-opprimés on ne s’assemble plus en fonction de nos intérêts, on ne s’auto-organise pas pour lutter contre nos oppresseurs. Non, maintenant

¹⁴¹ “Editorial: gais al parlament de Catalunya?”, *Lambda*, 25, Janvier 1980, p.1

¹⁴² “Cap on va el FAGC?”, *La Pluma*, 2, juillet-août 1978, p.14

¹⁴³ Ibid

¹⁴⁴ “Editorial”, *La Pluma*, 3, octobre 1978, p.1

on se note au *chiringuito*¹⁴⁵ de “notre” idéologie et les professionnels de la politique nous protégeront lors qu’il le faudra”¹⁴⁶

Lorsque la LPRS est modifiée, *La Pluma* est la seule revue à souligner que la répression policière envers les homosexuels continue. Dans l’éditorial du numéro 4 de la revue, l’on affirme même que celle-ci augmente : “Les raids non seulement continuent, dans les endroits de socialisation et de drague, mais en plus ils sont de plus en plus nombreux. (...) Une répression qui est bien sûr sélective, puisque l’intégration est à l’ordre du jour. La police fréquente seulement les zones non-bourgeoises : Plaça de Catalunya, les Rambles, le ghetto du Casc Antic...”¹⁴⁷.

A la page 5 du même numéro, une fausse publicité critique, à travers la parodie, l’image démocratique que le gouvernement essaie de donner au pays afin d’attirer le tourisme: “Répression, mauvais traitements, raids, fichages, etc. etc. se trouvent dans tous les coins du pays. (...) Consultez votre agence de voyages, on vous donnera toutes les informations nécessaires afin de découvrir l’Espagne”¹⁴⁸.

Dans *La Pluma*, la critique de l’Etat et du gouvernement est un thème récurrent. L’Etat, qu’il soit démocratique ou pas, reste une forme d’institutionnalisation de la domination et de la violence, qui s’applique aux marginaux et en particulier aux gays et trans marginaux. Dans cette perspective, les auteur.ices de *La Pluma* refusent de participer à la construction de la démocratie bourgeoise, mais se mobilisent afin de participer activement à la modification du régime.

3.3. L’après-transition

A partir de 1980, les questions relatives à la politique d’État apparaissent beaucoup moins dans les revues et revendications. Les temps ont changé. Dans le numéro 45 du bulletin de l’Institut Lambda, l’on affirme que la “première étape” est passée, celle des “grands changements, organisation formelle, édition de publications, conférences, local public, légalisation, ghetto commercial...”, et qu’il est temps d’entreprendre une “deuxième étape” : dèsormais libres, les gays doivent apprendre à se servir de leur liberté¹⁴⁹.

Dans l’éditorial du numéro 49, on écrit : “Peut-être qu’on avait cru que la démocratie était une baguette magique qui allait nous permettre de résoudre automatiquement et sans

¹⁴⁵ Un chiringuito est un petit établissement commercial espagnol, très souvent édifié de façon provisoire, par exemple sur la plage, qui sert à la vente de nourriture et boissons.

¹⁴⁶ “Democracia, arr!!”, *La Pluma*, 3, octobre 1978, p.11

¹⁴⁷ “Editorial: empezamos a estar hartos”, *La Pluma*, 4, avril-mai 1979, p.3

¹⁴⁸ “España, sin ir más lejos”, *La Pluma*, 4, avril-mai 1979, p.5

¹⁴⁹ “Editorial”, *Lambda*, 46, octobre 1981, p.1

efforts tous nos problèmes, personnels et collectifs". Pour l'auteur.ice, la démocratie doit être vu comme un outil, nous permettant, à terme, de modifier la société et résoudre ces problèmes, et c'est pourquoi il est important de la sauvegarder¹⁵⁰.

Dans le numéro 50 du bulletin, un court article informe que, en conséquence des changements sociaux et politiques qui ont eu lieu, les objectifs de l'Institut deviendront plus "culturelles et ludiques"¹⁵¹. Les questions politiques apparaissent alors comme étant moins importantes, les principales libertés ayant été obtenues.

Dans le même numéro, un article parle pour la première fois d'une "maladie inconnue qui touche les gays". C'est la fin d'une époque et le début d'une autre, d'un point de vue de l'histoire politique du pays, mais aussi du point de vue de l'histoire du mouvement LGBT.

3.3.1. Le soutien des institutions catalanes

Comme nous l'avons vu, la mairie de Barcelone a été la première institution d'État à reconnaître le FAGC, en déclarant qu'il s'agissait d'une entité citoyenne dès le mois de mai 1979. En 1980, plusieurs partis de gauche catalans intègrent des militants gays dans leurs listes électorales, dont le PSUC et le PSC qui, ensemble, obtiennent plus de 40% des voix.

Le contexte politique catalan apparaît ainsi très favorable au développement des organisations gay à partir des années 1980. A partir de 1982, l'on retrouve dans le bulletin de l'Institut Lambda, des informations concernant des subventions reçues par l'Institut de la part de la Generalitat¹⁵²¹⁵³ et la Diputació de Barcelone¹⁵⁴¹⁵⁵.

Dans le bulletin, ces subventions sont célébrées : pour les auteur.ice.s, cela montre le progrès social et politique et la volonté d'intégration des personnes gays dans "la vie associative du pays"¹⁵⁶. Le gouvernement catalan et la Diputació deviennent ainsi des alliés du mouvement. On peut se demander dans quelle mesure ces subventions permettent aux institutions d'encadrer les organisations gay.

¹⁵⁰ "Editorial", *Lambda*, 49, janvier 1982, p.1

¹⁵¹ "D'on venim i on anem", *Lambda*, 50, février 1982, p.2

¹⁵² La Generalitat est l'organisation politique de la Catalogne en tant que communauté autonome de l'Espagne. Elle est formée par le Parlement Catalan, la Présidence et le Conseil exécutif principalement.

¹⁵³ *Lambda*, 52, avril 1982, p.2 et *Lambda*, 54, juin 1982, p.2

¹⁵⁴ La Diputació est l'institution propre à la province de Barcelone, comprenant la ville de Barcelone ainsi que l'ensemble de communes de la province.

¹⁵⁵ "Editorial", *Lambda*, 55-56, juillet-août 1982, p.1

¹⁵⁶ Ibid.

3.3.2. La dépression du militantisme

Nous remarquons, à partir de 1980, l'apparition répétée du thème de la crise du militantisme. Les organisations militantes font face à une baisse de la participation aux mobilisations, ce qui paraît contradictoire dans un contexte de plus grande liberté politique. Dans le numéro 46 de *Lambda*, l'on parle de la "solitude de l'homosexuel", laquelle serait davantage présente dû à la crise du militantisme¹⁵⁷.

La démobilisation mène à une réflexion sur le lien entre les mobilisations et le processus de démocratisation. Dans le numéro "Especial 0" de *Debat Gai*, paru en 1980, l'on parle d'un "endormissement" du militantisme¹⁵⁸. Il est fait mention, cependant, d'une plus grande mobilisation des lesbiennes.

C'est en effet en 1980 que commence à être publiée la revue du GLAL, dont nous avons très peu parlé dans notre analyse. En effet, dans celle-ci les sujets relatifs à la politique d'Etat sont très peu présents, et la plupart d'articles sont dédiés à des thèmes concernant les lesbiennes directement (par exemple, en ce qui concerne "l'auto-répression"), le mouvement militant (activités organisées par le collectif, rencontres...) ou les organisations lesbiennes internationales et autres informations venant d'autres pays.

En 1982, la marche des fiertés reçoit une très faible participation : selon le bulletin *Lambda*, autour de 1000 personnes uniquement se seraient mobilisés ce jour-là¹⁵⁹. Elle n'avait pas été mentionnée dans le numéro de juin, et on ne parle pas des revendications choisies par les organisateurs de la marche dans la revue.

Le mois de décembre 1982, dans le numéro 60 du bulletin, un article parle de la victoire socialiste aux élections générales du 28 octobre. Cette victoire est célébrée par l'Institut, qui espère que le nouveau gouvernement sera favorable aux revendications des gays¹⁶⁰. Pour la première fois depuis la Deuxième République espagnole, les socialistes prennent le pouvoir. Ces élections sont considérées, par la plupart des historiens, comme la fin de la transition démocratique.

¹⁵⁷ "Editorial", *Lambda*, 46, octobre 1981, p.1

¹⁵⁸ "Editorial", *Debat Gai*, Especial 0, p.1

¹⁵⁹ "Noticies. Dia de l'orgull gai", *Lambda*, 55-56, juillet-août 1982, p.3

¹⁶⁰ "Editorial: Majoria socialista al parlement Espanyol", *Lambda*, 60, décembre 1982, p.1

Conclusion

“Escuche don Alvaro, creo que hasta las locas comienzan a hablar de política!” exclamait le personnage fictif dans un article signé avec le pseudonyme Gorria et publié entre septembre et octobre 1973 dans la revue *AGHOIS*. L'auteur.ice fait ainsi un constat, mais aussi, à travers l'ironie, un appel : parlez politique, les folles, cela fera chier les franquistes !

Comme nous l'avons vu, en 1973 la décadence du régime du *caudillo* se fait sentir. C'est le début d'une nouvelle période de transformation politique. Nous avons tenté de nous plonger dans l'étude de cette période à travers la perspective offerte par les revues militantes des collectifs LGBT de Barcelone.

Notre but étant de comprendre les liens qui unissent le processus de transformation politique et les mobilisations LGBT, nous avons procédé en trois parties :

Dans une première partie, nous avons étudié l'essor des différentes publications, ainsi que leur durée de vie globale, afin d'éclaircir les liens entre celles-ci et leur contexte politique. Au total, quatre périodes se sont dégagées de cette analyse: d'abord, une première période comprenant une seule revue, *AGHOIS*, et allant de 1972 à 1974. Cette période est marquée par le poids de la clandestinité, qui rend très difficile la publication et l'envoi de la revue. Les soutiens internationaux deviennent essentiels à la vie d'*AGHOIS*. La deuxième période commence à partir de la publication du dernier numéro d'*AGHOIS*, en 1974, et prend fin lors de la publication du premier numéro du bulletin *Lambda*, en janvier 1978. Pendant cette période, a lieu un très grand nombre d'événements politiques essentiels à l'histoire politique du pays: la mort du dictateur, la mise en place d'un nouveau gouvernement réformateur, la légalisation des partis et des syndicats... C'est aussi pendant cette période que naît le FAGC, premier collectif LGBT de grande envergure, ainsi que l'Institut *Lambda*, et qu'a lieu la première marche des fiertés à Barcelone, en juin 1977. Nous ne disposons d'aucune revue publiée dans cette période, et aucune des revues de notre ensemble ne fait mention d'autres revues. Nous osons donc affirmer qu'il n'y a pas eu de publications militantes avant janvier 1978. Une troisième période commence à partir de cette date: il s'agit de la période la plus prolifique, allant jusqu'à la publication de 17 numéros et 134 pages en une année. Enfin, une dernière période se dégage à partir de 1981 : à partir de cette date le nombre de revues par an reste assez important mais leur nombre de pages diminue considérablement. Deux des revues (*Debat Gai* et *La Pluma*) n'existent plus à partir de 1980.

La chronologie et évolution des publications nous paraît avoir un lien direct avec le contexte de transformation politique: pendant la première période, l'apparition de la revue

AGHOIS s'explique par le contexte d'ouverture politique et décadence du régime. Ensuite, dans la période qui suit, les collectifs s'organisent et l'activité politique est trop intense pour qu'il y ait des publications. Puis, entre 1978 et 1980, le mouvement LGBT reste très actif en même temps qu'il y a un ralentissement de l'activité politique dans le pays. Cette période est la plus propice à l'essor des publications militantes. Enfin, la troisième période est celle où s'instaure une plus large stabilité politique. Seules les revues qui ont atteint une certaine stabilité persistent.

Dans la deuxième partie de notre étude, nous avons analysé les revendications et mobilisations des différents collectifs. Nous avons interrogé celles-ci selon le prisme de la volonté de participation politique : les militant.e.s souhaitent-ils participer au processus de transformation politique qui a lieu dans le pays ? Dans quelle mesure, et par quels moyens ?

Dans cette partie nous avons observé une très forte disparité selon les collectifs. Tout d'abord, en ce qui concerne *AGHOIS*, la revue reste très peu revendicative et évite les questions concernant le régime politique jusqu'en 1973. A partir de 1973, le discours de la revue évolue et se radicalise. Cette évolution dans les revendications nous paraît être en lien avec la décadence du régime. En ce qui concerne les revues *Lambda*, *Debat Gai* et *La Pluma*, le discours sur les revendications et les modes d'action oppose les deux premières et la troisième. Pendant que *Lambda* et *Debat Gai* proposent une participation politique à travers les outils légaux de la nouvelle démocratie (demande de légalisation, participation aux élections...), les auteur.ices de *La Pluma* critiquent fortement cette démarche et proposent des revendications et des actions en opposition avec toute forme d'institution politique. Le rapport à la violence, par exemple, est très différent dans cette dernière. Enfin, dans la revue du GLAL les questions des revendications et des modes d'action n'apparaissent presque jamais. Cela est dû, à notre avis, à l'apparition plus tardive de cette revue, qui n'existe qu'à partir de juin 1980.

Dans un dernier temps, nous avons étudié les critiques exprimées dans les revues concernant la politique d'Etat. Dans cette partie, nous avons observé que le régime franquiste est très peu critiqué, que ce soit avant ou après la mort de Franco. Cela est dû, à notre avis, à l'auto-censure des rédacteurs d'*AGHOIS* avant la mort du dictateur. Après 1975, la dictature est toujours mentionnée avec des connotations très négatives : l'anti-franquisme étant pleinement assumé par le mouvement, il n'y a plus besoin de critiquer le récent régime. Bien que la répression franquiste soit mentionnée, on retrouve dans les revues très peu d'informations concernant la répression des personnes LGBT pendant la dictature.

La critique de la démocratie est beaucoup plus présente dans la période comprise entre 1978 et 1980. A nouveau, les avis concernant celle-ci divergent considérablement selon les revues: dans les articles publiés dans *Debat Gai* et *Lambda*, la démocratie qui a été instaurée est quelque chose qu'il faut améliorer, mais aussi protéger. La démocratie garantit, à partir de 1980, date de légalisation du FAGC, la liberté d'expression et d'association des homosexuels. De plus, à travers les élections libres, les homosexuels peuvent participer à la politique d'Etat et faire évoluer la situation sociale et politique de l'homosexualité. Cette vision est fortement critiquée dans *La Pluma* : pour les membres de la CCAG, la nouvelle démocratie est l'héritière du franquisme, et a permis aux oligarques de maintenir leur position sociale et politique privilégiée. Sous une nouvelle apparence de liberté, la démocratie n'est qu'une nouvelle forme d'institutionnalisation de la violence, laquelle continue de s'appliquer aux classes populaires comme pendant la période franquiste. A nouveau, la revue du GLAL fait très peu mention aux questions relatives à la politique d'Etat.

Globalement, nous observons des différences très marquées dans les publications, les mobilisations et les revendications avant et après la mort du dictateur. Les deux périodes se dégagent très clairement l'une de l'autre. L'on observe cependant une claire évolution à travers les périodes, qui doit être soulignée également : les temps du franquisme n'ont été que répression et autocensure, et les temps de démocratie n'ont été que liberté sexuelle et d'expression.

Enfin, nous devons souligner dans notre étude le peu de place accordée aux écrits des femmes et à la revue du GLAL. En effet, la plupart d'articles que nous avons analysés ont été écrits par des hommes gays (bien que certains aient été écrits par des femmes trans ou des lesbiennes). Souvent, les articles sont anonymes, mais en connaissant le ratio homme-femme dans les collectifs, les auteurs de ceux-ci sont très probablement masculins. C'est pourquoi nous avons décidé d'inclure la revue du GLAL dans notre ensemble. Ce choix nous paraît très pertinent, puisque cela nous a permis d'intégrer dans notre chronologie une dernière période allant de 1980 à 1981 et qui enrichit considérablement notre étude et nos résultats. Cependant, la problématique choisie peine à être pertinente lorsqu'on s'intéresse aux articles publiés dans la revue du GLAL. Cela est dû, à notre avis, à la stabilisation politique qui caractérise cette dernière période.

Bibliographie

Histoire des sexualités, histoire gay, histoire LGBT

- Aldrich, Robert, (2006) *Une histoire de l'homosexualité*, Seuil
- Bonnet, Marie-Jo, (1995) *Les relations amoureuses des femmes du XVI^e au XX^e siècle*, Éditions Odile Jacob
- Le Talec, Jean-Yves, (2008) *Folles de France. Repenser l'homosexualité masculine*, La Découverte
- Murat, Laure, (2006) *La loi du genre. Une histoire culturelle du troisième sexe*, Fayard
- Prearo, Massimo, (2014) *Le moment politique de l'homosexualité. Mouvements, identités et communautés en France*, Presses universitaires de Lyon
- Strycker, Susan, (2008) *Transgender history, the roots of today's revolutions*, Seal Press
- Sylvie Steinberg (éd.), (2018) *Une Histoire des sexualités*, Paris, PUF
- Tamargue, Florence, (2000) *Histoire de l'homosexualité en Europe, Berlin, Londres, Paris, 1919-1939*, Seuil

Histoire du mouvement LGBT en Espagne

- Arnalte, Arturo, (2003) *Redada de violetas. La represión de los homosexuales durante el franquismo*, Egales
- Baidez Aparicio, Nathan, (2007) *Vagos, maleantes y homosexuales. La represión a los homosexuales durante el franquismo*, Malhivern.
- Berzosa, Alberto; Platero, Lucas; Trujillo, Gracia; Suarez, Juan Antonio, (2019) *Reimaginar la disidencia sexual en la España de los setenta*, Bellaterra
 - Trujillo y Berzosa, “Apuntes sobre las publicaciones militantes que acompañaron a la revolución sexual de los 70” dans *Reimaginar la disidencia sexual en la España de los setenta*
- Calvo Borobia, Kerman, (2017) *Revolución o reforma? La transformación de la identidad política del movimiento LGTB en España, 1970-2005*, Consejo Superior de Investigaciones Científicas

- Chamouleau, Brice, (2017) *Tiran al maricón. Los fantasmas queer de la democracia (1970-1988)*, Akal
- Chamouleau, Brice (2018) “Militancias gays descuartizadas en la transición. Duelos y retos.” dans *Las otras protagonistas de la transición : Izquierda radical y movilizaciones sociales*, Brumaria
- De Fluvia, Armand, (2003) *El moviment gai a la clandestinitat del franquisme (1970-1975)*, Laertes
- Eres Rigueira, José Benito et Villarasa Alcaide, Carlos (coord), (2008), *Homosexuals i transsexuals: els altres represaliats i discriminats del franquisme, des de la memoria histórica*, Bellaterra
- Martinez, Ramon (2017), *Lo nuestro si que es mundial. Una introducción a la historia del movimiento LGBT en España*, Egales
- Merida Jimenez, Rafael, (2013) *Minorías sexuales en España (1970-1995)*, Icaria
- Mira, Alberto, (2004) *De Sodoma a Chueca. Una historia cultural de la homosexualidad en España en el siglo XX*, Egales
- Petit, Jordi, (2004) *Vidas arcoiris: historias del ambiente*, Egales
- Pollina Tarrés, Carme et Morales Gonzales, Thais, (2018) *Gent de ploma i maribú, geografía LGBT+ de Barcelona*, Ajuntament de Barcelona
- Soriano Gi, Manuel Angel, (2012) *La marginación homosexual en la España de la Transición*, Egales
- Solis, Raul, (2019) *La doble transición*, Libros.com
- Subrat, Piro, (2019) *Invertidos y rompepatrias, marxismo, anarquismo y desobediencia sexual y de género en el Estado español (1868-1982)*, Imperdible editorial
- Trujillo, Gracia, (2008) *Deseo y resistencia. Treinta años de mobilización lesbiana en el Estado Español*, Egales
- Ugarte, Javier (ed.), (2008) *Una discriminación universal, La homosexualidad bajo el franquismo y la transición*, Egales

Le franquisme et la transition démocratique

- (2005) *Actes del Congrés La transició de la dictadura franquista a la democracia*, Universitat Autònoma de Barcelona

- Abad Buil, Irene (2005) “Movimiento democratico de mujeres, un vehículo para la búsqueda de una nueva ciudadanía femenina en la transición española”. Dans *Actes del Congrés la transició de la dictadura franquista a la democràcia*, Universitat Autònoma de Barcelona
- Acton, Edward et Saz, Ismael (eds.), (2002) *La transición a la política de masas*, Publicacions Universitat de València
- Baby, Sophie, (2012) *Le mythe de la transition pacifique. Violence et politique en Espagne (1975-1982)*, Casa Velázquez
- Coll i Pigem, Maria, (2017) *Al Paranimf. La primera revolta estudiantil*, Base
- Ferré Baldrich, Meritxell (2013). *Pensament i acció del moviment feminista a Catalunya durant la Transició democràtica (1975-1985)*, Universitat Rovira i Virgili
- Ferré Baldrich, Meritxell (2014) “Balanç historiogràfic sobre el moviment feminista a Catalunya durant la transició democràtica”, dans *Quaderns de la Igualtat 7, la historia de les dones i el gènere*
- Gomez Bravo, Gutmaro, (2009) *Conflict y consenso en la transición española*, Editorial Pablo Iglesias
- Grau Biosca, Elena (1993) “De la emancipación a la liberación y la valoración de la diferencia. El movimiento de mujeres en el Estado español. 1965-1990”. Dans DUBY, Georges et PERROT, Michele (dir.). *Historia de las mujeres en Occidente*, vol. V. Taurus
- Merida Jimenez, Rafael et Peralta, Jorge Luis (eds.), (2015) *Las masculinidades en la transición*, Egales
- Molinero, Carme et Ysàs, Pere (coords), (2010) *Construït la ciutat democràtica: el moviment veïnal durant el tardofranquisme i la transició*, Icaria
- Molinero, Carme et Ysàs, Pere, (2006) *Las izquierdas en tiempos de transición*, Publicacions Universitat de València
- Molinero, Carme et Ysàs, Pere, (2018) *Transición: Historia y relatos*, Ediciones Akal
- Quirosa-Cheyrouze y Munoz, Rafael, (2011) *La sociedad española en la Transición, los movimientos sociales en el proceso democratizador*, Biblioteca Nueva
- Reverte, Jorge (2008) *La furia y el silencio. Asturias, primavera de 1962*, RBA Libros
- Varela Menéndez, N. (2019). “Vindicación Feminista. Un caso paradigmático de exclusión en la historia del periodismo en España”. *Historia Y Comunicación Social*

- Vilarós, Teresa M, (1998) *El mono del desencanto: Una crítica cultural de la transición española (1973-1993)*, Siglo XXI
- Ysàs, Pere, (2004) *Disidencia y subversión. La lucha del régimen franquista por su supervivencia*, Editorial Crítica

Méthodologie

- Lépinard Éléonore, Lieber Marylène, (2020) *Les théories en études du genre*. La Découverte, « Repères »
- Mazière, Francine, (2018) *L'analyse du discours. Histoire et pratiques*, Presses Universitaires de France, « Que sais-je ? »
- Noiriel Gérard, (2008) *Introduction à la socio-histoire*. La Découverte, « Repères »
- Offenstadt Nicolas, (2017) *L'historiographie*. Presses Universitaires de France, « Que sais-je ? »

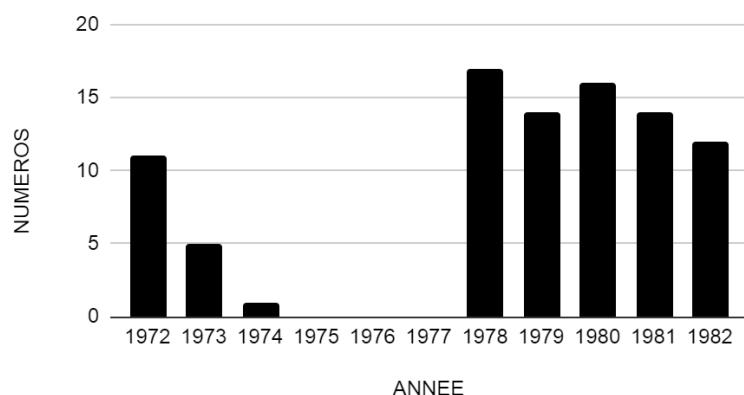
Annexes

Graphiques

Publications et pages publiées par année, toutes revues confondues

ANNÉE	OS	NUMER	PAGES
1972		11	80
1973		5	100
1974		1	24
1975		0	0
1976		0	0
1977		0	0
1978		17	120
1979		14	108
1980		16	134
1981		14	66
1982		12	66

NUMEROS par rapport à ANNEE



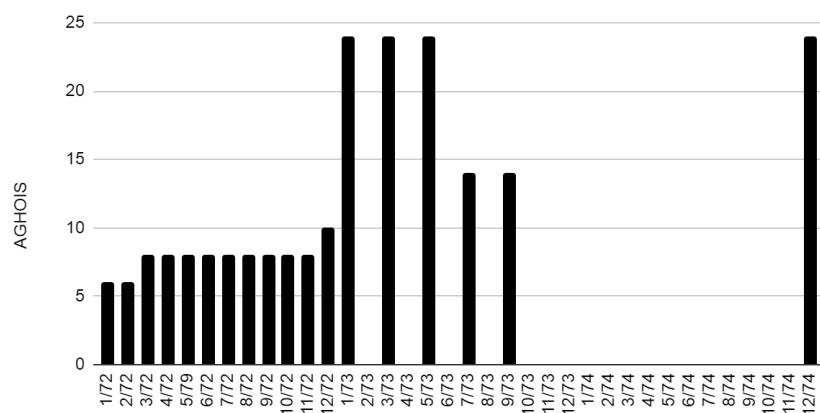
PAGES par rapport à ANNEE



Nombre de pages publiées par mois, selon chaque revue

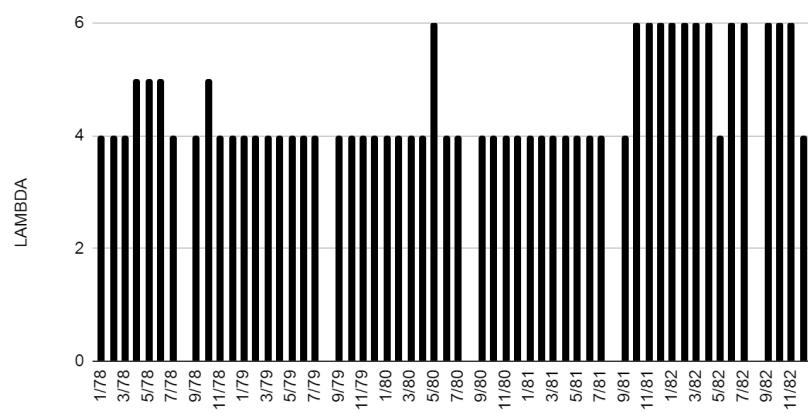
AGHOIS

Pages par rapport aux mois



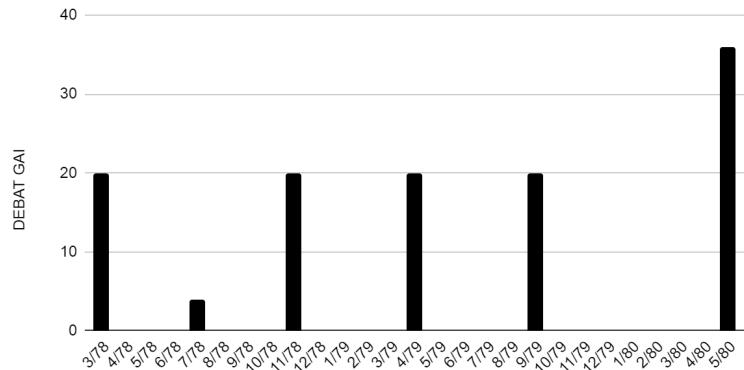
LAMBDA

Pages par rapport aux mois



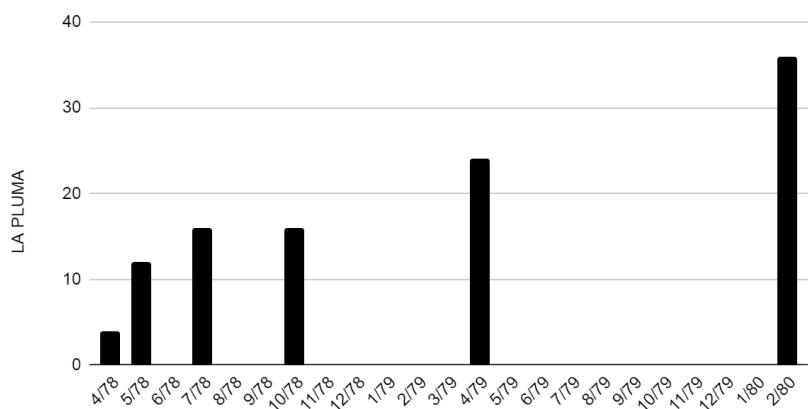
DEBAT GAI

Pages par rapport aux mois



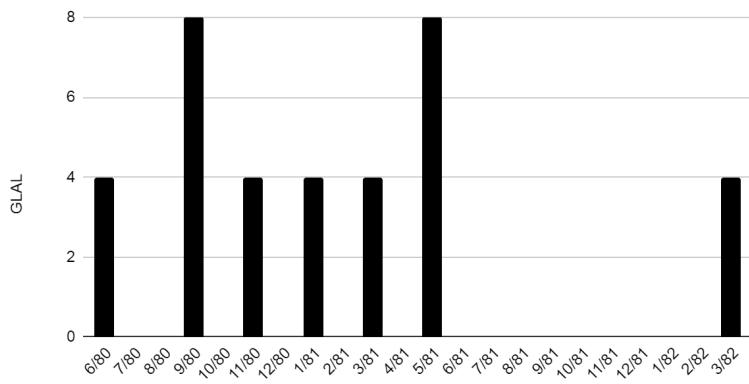
LA PLUMA

Pages par rapport aux mois



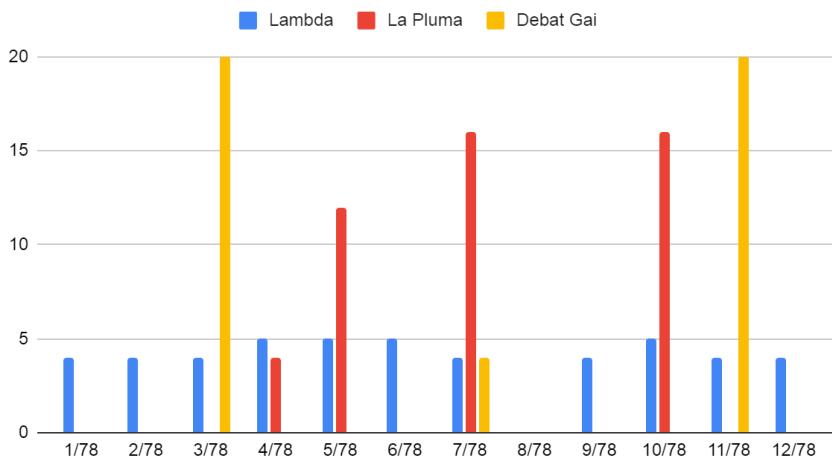
GLAL

Pages par rapport aux mois

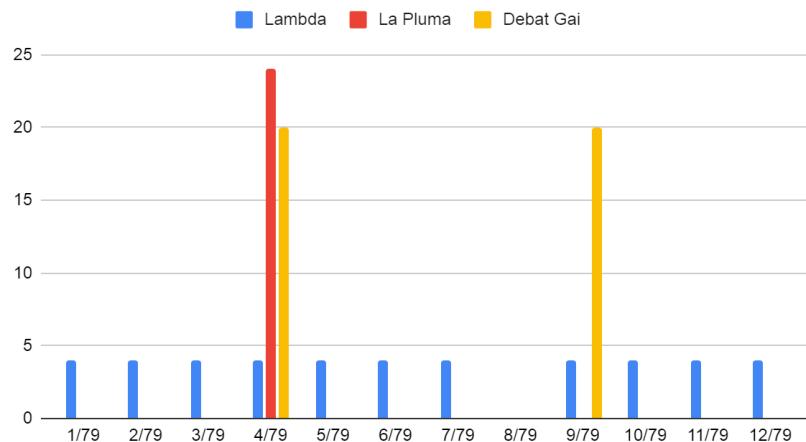


Nombre de pages publiées par mois, année par année

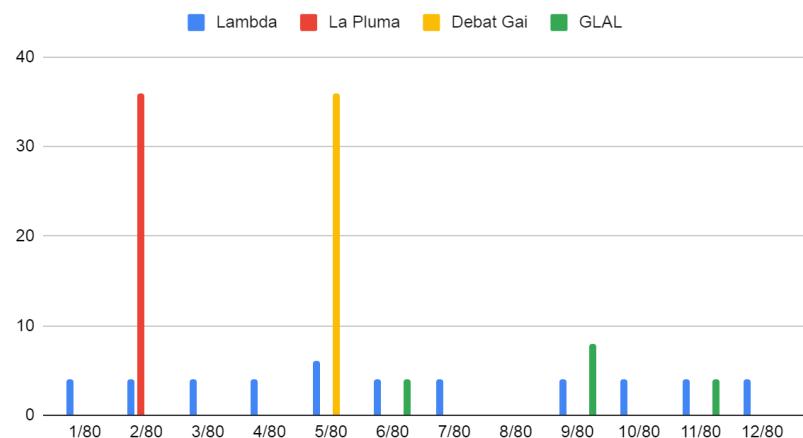
1978. PAGES par rapport à MOIS



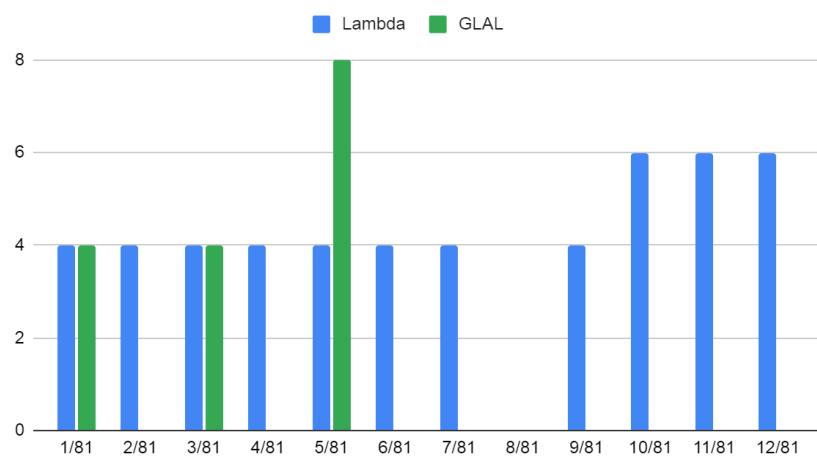
1979. PAGES par rapport à MOIS



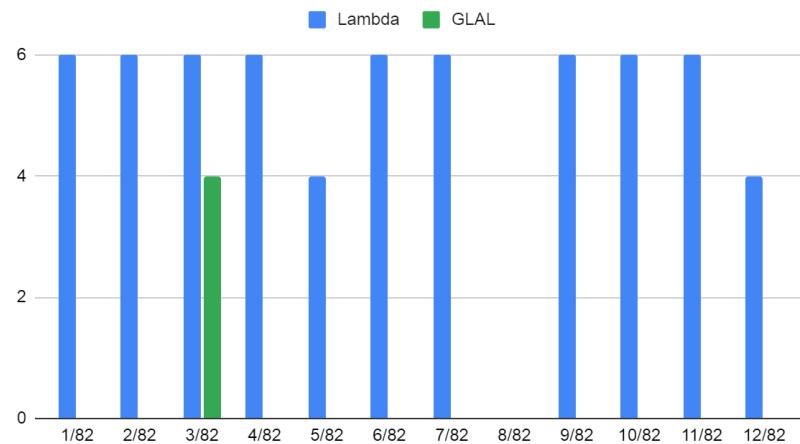
1980. PAGES par rapport à MOIS



1981. PAGES par rapport à MOIS



1982. PAGES par rapport à MOIS



Sélection d'articles

- “Frente a un nuevo año”, *AGHOIS*, 12, décembre 1972, p.2
- “Presentacion”, *Lambda*, 1, janvier 1978, p.1
- “Cuantos somos en Lambda”, *Lambda*, 35, novembre 1980, p.2
- “Quants som a Lambda?”, *Lambda*, 41, mai 1981, p.2
- “Editorial”, *Debat Gai*, 1, circa mars 1978, p. 2
- “Editorial, 20 aniversario de la fundacion del GLAL”, *GLAL*, 4, mars-avril 1981, p.1
- “Noticies : Numero cero de GLAL”, *Lambda*, 30, juin 1980, p.3
- “Editorial: buen cierre de curso”, *Lambda*, 31-32, juillet-août 1980, p.1
- “Editorial”, *GLAL*, 6, mars-avril 1982, p.1
- “El homofilo ante la ley”, *AGHOIS*, 3, avril 1973, p.3
- “Editorial”, *AGHOIS*, 6, juin 1972, p.2
- Antinorma, “Les homofilos revolucionarios”, *AGHOIS*, 17, septembre 1973, p.9
- Gorria, “Las mariconas se rebelan”, *AGHOIS*, 17, septembre 1973, p.8
- “Editorial”, *Lambda*, 2, février 1978, p.1
- Olegaria, “Con menos ley y más redadas”, *La Pluma*, 4, avril-mai 1979, p.3
- “Contra todas las normas y leyes que reprimen la sexualidad”, *Lambda*, 18, juin 1979, p.1
- Ahmed el Turco, “Noticia de Dinamarca”, *AGHOIS*, 14, marzo-abril 1973, p.18-19
- “Gais a por el derecho de asociación: legalización del FAGC”, *Lambda*, 11, novembre 1978, p.2

- “La legalització del FAGC o la consciència d’una lluita”, *Debat Gai*, 2, novembre 1978, p.2-3
- “Editorial”, *Lambda*, 13, janvier 1979, p.1
- “Noticies. El FAGC reconocido como entidad ciudadana por el ayuntamiento barcelonés”, *Lambda*, 17, mai 1979, p.2
- “Noticies nacionals”, *Lambda*, 4, avril 1978, p.4
- “Funcionamiento”, *La Pluma*, 1, avril 1978, p.1
- “Col.lectiu de travestis”, *La Pluma*, 2, Juillet-Août 1978, p.2
- Samantha, “El colectivo de travestis y transexuales”, *La Pluma*, 2, p.12
- “Qué fue el junio rosa 1979”, *Lambda*, 19-20, juillet-août 1979, p.2
- “Noticies : reunió de les organitzacions del moviment gai a Catalunya”, *Lambda*, 22, octobre 1979, p.2
- “Cuando algunos piden la legalización, algo nuestro se integra”, *La Pluma*, 4, avril-mai 1979, p.17
- “Editorial”, GLAL, 0, juin 1980, p.1
- Réné Guyon, “Los derechos humanos y la denegación de libertad sexual. Como conseguir las reformas liberadoras”, AGHOIS, 16, juillet-août 1973, p.3
- “Noticias. diada internacional d’alliberament gai”, *Lambda*, 7-8, juillet-août 1978, p.2
- “Reflexiones sobre una fiesta”, *Lambda*, 12, décembre 1978, p.1
- “Pintadas”, *La Pluma*, 1, mai-juin 1978, p.1
- “Sigamos aqui en Barcelona....” *GLAL*, 5, mai-juin 1981, p.3
- “Editorial : La autonomia del moviliento homosexual”, *La Pluma*, 2, juillet-août 1978, p.3
- Lanis, “La mani”, *Debat gai extra*, juillet-août 1978, p.2
- Aloisios, “La tancada”, *Debat Gai extra*, juillet-août 1978, p.3
- “Editorial”, *Lambda*, 9, septembre 1978, p.1
- “31 de julio: la lucha continua”, *La Pluma*, 3, octobre 1978, p.4
- “Editorial”, *Debat Gai*, 1, circa mars 1978, p.2
- “Editorial, *Debat Gai*, 4, hiver 1979/1980, p.2
- “Si los hombres pariésemos el aborto seria legal”, *La Pluma*, 5, fevrier 1980, p.5
- Jordi Barceloneta, “Frente al machismo que nos rodea, besémonos en la calle!”, *La Pluma*, 4, avril-mai 1979, p.19

- Carles Carmen, “Els gais i la constitució, la postura del FAGC”, *Debat Gai*, 2, novembre 1978, p.10
- “El manifiesto homosexuel de Carl Wittman”, *AGHOIS*, 13, janvier-fevrier 1973, p.13-17 et 14, mars-avril 1973, p.1-6
- “Los derechos humanos y la denegación de libertad sexual”, *AGHOIS*, 14, mars-avril 1973, p.6
- “Informe del MELH leido en el congreso internacional de los derechos de los homosexuales celebrado en edimburgo (escocia), los dias 18 a 22 de diciembre 1974”, *AGHOIS*, 18, janvier-décembre 1974, p.1
- “El movimiento gay con el movimiento feminista”, *Lambda*, 15, mars 1979, p.1
- “Editorial”, *Lambda*, 23, novembre 1979, p.1
- “Cap on va el FAGC?”, *La Pluma*, 2, juillet-août 1978, p.14
- “Están a la venta en nuestros locales...”, *Lambda*, 5, mai 1978, p.4
- “Editorial”, *Lambda*, 4, avril 1978, p.1
- “Gais a por el derecho de asociación: La legalización del FAGC”, *Lambda*, 11, novembre 1978, p.2
- Roger de Gaimon, “El govern ens nega el dret d’associació”, *Debat Gai*, 3, avril 1979, p.1
- “Las Organizaciones Feministas en contra de la Constitución”, *Debat Gai*, 2, novembre 1978, p.15
- “La homosexualidad ante la Constitucion”, *La Pluma*, 1, mai-juin 1978, p.3
- “Los gays ante la constitución”, *Lambda*, 10, octubre 1978, p.1
- “Marginación, partidos políticos, elecciones”, *Lambda*, 14, février 1979, p.1
- “Editorial: gais al parlament de Catalunya?”, *Lambda*, 25, Janvier 1980, p.1
- “Editorial”, *La Pluma*, 3, octobre 1978, p.1
- “Democracia, arr!!”, *La Pluma*, 3, octobre 1978, p.11
- “Editorial: empezamos a estar hartos”, *La Pluma*, 4, avril-mai 1979, p.3
- “España, sin ir más lejos”, *La Pluma*, 4, avril-mai 1979, p.5
- “Editorial”, *Lambda*, 46, octobre 1981, p.1
- “Editorial”, *Lambda*, 49, janvier 1982, p.1
- “D’on venim i on anem”, *Lambda*, 50, février 1982, p.2
- “Editorial”, *Lambda*, 55-56, juillet-août 1982, p.1
- “Editorial”, *Debat Gai*, Especial 0, p.1

- “Noticies. Dia de l’orgull gai”, *Lambda*, 55-56, juillet-août 1982, p.3
- “Editorial: Majoria socialista al parlement Espanyol”, *Lambda*, 60, décembre 1982, p.1

Sources

AGHOIS

- AGHOIS, 1, Barcelone, janvier 1972 (6 pages)
- AGHOIS, 2, Barcelone, février 1972 (6 pages)
- AGHOIS, 3, Barcelone, mars 1972 (8 pages)
- AGHOIS, 4, Barcelone, avril 1972 (8 pages)
- AGHOIS, 5, Barcelone, mai 1972 (8 pages)
- AGHOIS, 6, Barcelone, juin 1972 (8 pages)
- AGHOIS, 7-8, Barcelone, juillet-août 1972 (8 pages)
- AGHOIS, 9, Barcelone, septembre 1972 (8 pages)
- AGHOIS, 10, Barcelone, octobre 1972 (8 pages)
- AGHOIS, 11, Barcelone, novembre 1972 (8 pages)
- AGHOIS, 12, Barcelone, décembre 1972 (10 pages)
- AGHOIS, 13, Barcelone, janvier-février 1973 (24 pages)
- AGHOIS, 14, Barcelone, mars-avril 1973 (24 pages)
- AGHOIS, 15, Barcelone, mai-juin 1973 (24 pages)
- AGHOIS, 16, Barcelone, juillet-août 1973 (14 pages)
- AGHOIS, 17, Barcelone, septembre-octobre 1973 (14 pages)
- AGHOIS, 18, Barcelone, janvier-février 1974 (24 pages)

Lambda

- Lambda, 1, Barcelone, janvier 1978 (4 pages)
- Lambda, 2, Barcelone, février 1978 (4 pages)
- Lambda, 3, Barcelone, mars 1978 (4 pages)
- Lambda, 4, Barcelone, avril 1978 (5 pages)
- Lambda, 5, Barcelone, mai 1978 (5 pages)
- Lambda, 6, Barcelone, juin 1978 (5 pages)

- Lambda, 7-8, Barcelone, juillet-août 1978 (4 pages)
- Lambda, 9, Barcelone, septembre 1978 (4 pages)
- Lambda, 10, Barcelone, octobre 1978 (5 pages)
- Lambda, 11, Barcelone, novembre 1978 (4 pages)
- Lambda, 12, Barcelone, décembre 1978 (4 pages)
- Lambda, 13, Barcelone, janvier 1979 (4 pages)
- Lambda, 14, Barcelone, février 1979 (4 pages)
- Lambda, 15, Barcelone, mars 1979 (4 pages)
- Lambda, 16, Barcelone, avril 1979 (4 pages)
- Lambda, 17, Barcelone, mai 1979 (4 pages)
- Lambda, 18, Barcelone, juin 1979 (4 pages)
- Lambda, 19-20, Barcelone, juillet-août 1979 (4 pages)
- Lambda, 21, Barcelone, septembre 1979 (4 pages)
- Lambda, 22, Barcelone, octobre 1979 (4 pages)
- Lambda, 23, Barcelone, novembre 1979 (4 pages)
- Lambda, 24, Barcelone, décembre 1979 (4 pages)
- Lambda, 25, Barcelone, janvier 1980 (4 pages)
- Lambda, 26, Barcelone, février 1980 (4 pages)
- Lambda, 27, Barcelone, mars 1980 (4 pages)
- Lambda, 28, Barcelone, avril 1980 (4 pages)
- Lambda, 29, Barcelone, mai 1980 (6 pages)
- Lambda, 30, Barcelone, juin 1980 (4 pages)
- Lambda, 31-32, Barcelone, juillet-août 1980 (4 pages)
- Lambda, 33, Barcelone, septembre 1980 (4 pages)
- Lambda, 34, Barcelone, octobre 1980 (4 pages)
- Lambda, 35, Barcelone, novembre 1980 (4 pages)
- Lambda, 36, Barcelone, décembre 1980 (4 pages)
- Lambda, 37, Barcelone, janvier 1981 (4 pages)
- Lambda, 38, Barcelone, février 1981 (4 pages)
- Lambda, 39, Barcelone, mars 1981 (4 pages)
- Lambda, 40, Barcelone, avril 1981 (4 pages)
- Lambda, 41, Barcelone, mai 1981 (4 pages)
- Lambda, 42, Barcelone, juin 1981 (4 pages)

- Lambda, 43-44, Barcelone, juillet-août 1981 (4 pages)
- Lambda, 45, Barcelone, septembre 1981 (4 pages)
- Lambda, 46, Barcelone, octobre 1981 (6 pages)
- Lambda, 47, Barcelone, novembre 1981 (6 pages)
- Lambda, 48, Barcelone, décembre 1981 (6 pages)
- Lambda, 49, Barcelone, janvier 1982 (6 pages)
- Lambda, 50, Barcelone, février 1982 (6 pages)
- Lambda, 51, Barcelone, mars 1982 (6 pages)
- Lambda, 52, Barcelone, avril 1982 (6 pages)
- Lambda, 53, Barcelone, mai 1982 (4 pages)
- Lambda, 54, Barcelone, juin 1982 (6 pages)
- Lambda, 55-56, Barcelone, juillet-août 1982 (6 pages)
- Lambda, 57, Barcelone, septembre 1982 (6 pages)
- Lambda, 58, Barcelone, octobre 1982 (6 pages)
- Lambda, 59, Barcelone, novembre 1982 (6 pages)
- Lambda, 60, Barcelone, décembre 1982 (4 pages)

Debat Gai

- Debat Gai, 1, Barcelone, non daté, circa mars 1978 (22 pages)
- Debat Gai, extra, Barcelone, non daté, circa juillet 1978 (4 pages)
- Debat Gai, 2, Barcelone, novembre 1978 (20 pages)
- Debat Gai, 3, Barcelone, avril 1979 (20 pages)
- Debat Gai, 4, Barcelone, hiver 1979/1980 (20 pages)
- Debat Gai, Especial 0, Barcelone, non daté, circa mai 1980 (36 pages)

La Pluma

- La Pluma, 0, Barcelone, avril 1978 (4 pages)
- La Pluma, 1, Barcelone, mai-juin 1978 (14 pages)
- La Pluma, 2, Barcelone, juillet-août 1978 (16 pages)
- La Pluma, 3, Barcelone, octobre 1978 (18 pages)
- La Pluma, 4, Barcelone, avril-mai 1979 (26 pages)
- La Pluma, 5, Barcelone, février 1980 (36 pages)

GLAL

- GLAL, 0, Barcelone, juin 1980 (4 pages)
- GLAL, 1, Barcelone, septembre-octobre 1980 (8 pages)
- GLAL, 2, Barcelone, novembre-décembre 1980 (4 pages)
- GLAL, 3, Barcelone, janvier-février 1981 (4 pages)
- GLAL, 4, Barcelone, mars-avril 1981 (4 pages)
- GLAL, 5, Barcelone, mai-juin 1981 (4 pages)
- GLAL, 6, Barcelone, mars-avril 1982 (4 pages)